

Dr MAURICE MANGISCH

Directeur de l'Ecole Industrielle supérieure

SION



NOTIONS ÉLÉMENTAIRES D'INSTRUCTION CIVIQUE

Libre adaptation aux institutions valaisannes
de l'ouvrage de

H. DUCHOSAL

Directeur de l'Ecole secondaire et supérieure
des jeunes filles

GENÈVE

Manuel adopté

**par le Département de l'Instruction publique
du Canton du Valais**

PA
2852

SION

1944

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010285206

Autre ex. Dr

Dr MAURICE MANGISCH

Directeur de l'Ecole Industrielle supérieure

SION



NOTIONS ÉLÉMENTAIRES D'INSTRUCTION CIVIQUE

Libre adaptation aux institutions valaisannes
de l'ouvrage de

H. DUCHOSAL

Directeur de l'Ecole secondaire et supérieure
des jeunes filles

GENÈVE

**Manuel adopté
par le Département de l'Instruction publique
du Canton du Valais**

SION

1944

3382753

PA 2852



47/35

AVANT-PROPOS

Les circonstances actuelles ne nous font-elles pas un devoir de mettre de plus en plus l'instruction civique à l'ordre du jour ? Dans un pays comme le nôtre où le peuple est le véritable souverain, et où l'électeur, par son bulletin de vote, préside aux destinées de la patrie, ne faut-il pas absolument intéresser, dès son jeune âge, le futur citoyen à la vie civique, et lui montrer toute la portée de l'exercice de ses droits politiques, afin qu'il comprenne les graves responsabilités qui y sont attachées, et qu'il fasse plus tard un usage judicieux de ses précieuses et honorables prérogatives ? La paix dont nous avons joui au milieu de la tourmente qui désole l'Europe, nous pénètre de reconnaissance envers nos pères, qui, au prix de luttes sans nombre, ont construit avec tant de sagesse un édifice politique inébranlable, fondé sur le roc de la liberté. C'est à chacun de nous, maintenant, de monter la garde avec vigilance auprès de ce patrimoine sacré, et, par un labeur intelligent, de le défendre contre les mille dangers auxquels il est exposé, de l'améliorer avec persévérance, de le léguer à nos enfants encore plus beau et plus riche que nous ne l'avons reçu nous-mêmes.

Dans cet opuscule nous nous sommes efforcé de rester simple, clair et bref, et nous nous sommes gardé de nous laisser entraîner à des développements qui pourraient paraître obscurs aux jeunes gens auxquels l'ouvrage est destiné. Quelques points se complètent heureusement par des lectures, qui apportent

une agréable diversion à une matière un peu aride de sa nature. Sur les pages laissées blanches à la fin du manuel, l'élève pourra noter des renseignements complémentaires donnés par le maître au cours des leçons, ainsi que les modifications que nécessiterait l'entrée en vigueur de lois nouvelles. Enfin, nous avons marqué d'un astérisque (*) les leçons moins indispensables que le maître pourra abréger, ou même omettre complètement, dans les *cours inférieurs* ou avec des *volées particulièrement faibles*. Il va de soi d'ailleurs que la division que nous avons adoptée, n'est pas rigoureuse et qu'on pourra, suivant les circonstances et le temps dont on dispose, diviser une leçon, on en prendre deux au lieu d'une. La sixième partie traitant de la Société des Nations, a une valeur rétrospective et documentaire qui aidera peut-être à mieux comprendre l'organisation du monde de demain. Au surplus, dans toute la matière exposée, la tâche de ce manuel est de guider, non point d'asservir.

PREMIERE PARTIE

La Famille

Chacun de nous porte un nom de « famille », que ses parents lui ont transmis. Ce nom, illustre ou modeste, nous devons le garder sans tache. Il signifie que nous faisons partie d'une famille, c'est-à-dire d'une petite société au sein de laquelle nous avons vu le jour, nous avons grandi, pour devenir ce que nous sommes aujourd'hui.

Première lecture.

La Maison.

— Où vas-tu ?

— A la maison.

Ainsi répondent les petits garçons et les petites filles qu'on rencontre sur les chemins, sortant de l'école ou revenant des champs. Ils ont des yeux clairs et luisants comme l'herbe après la pluie, et leur parole, s'ils ne sont pas effarouchés, pousse toute droite, à la manière des plantes qui disposent de l'espace et ne sont pas gênées dans leur croissance.

— Où vas-tu ?

Ils ne disent pas : « nous rentrons chez nous ». Et pas davantage : « nous allons à notre maison ». Ils disent : la maison. Quelquefois, c'est une mauvaise bicoque à moitié par terre. Mais tout de même, c'est la maison. Il n'y en a qu'une au monde. Plus tard, il y en aura d'autres, et encore n'est-ce pas sûr.

Et même de jeunes hommes et de jeunes femmes, et des personnes d'âge, et des gens mariés, s'il vous plaît, se servent encore de cette expression. A la maison, on faisait comme ci, à la maison il y avait cela. On croit qu'il désigne leur propre foyer. Pas du tout : ils parlent de la maison de leur enfance, de la maison de leurs père et mère, qu'ils n'ont pas toujours su garder ou dont ils ont changé les habitudes, et c'est tout comme, mais qui est immuable dans leur souvenir. Vous voyez bien qu'il n'y en a pas deux...

(Henry Bordeaux, **La Maison**).

Première leçon.

Nature de la Famille.

1) Bien qu'elle soit une très petite société, la famille est la *société fondamentale*, l'élément constitutif de la commune et de l'Etat, qui est la grande société. Il importe de le bien comprendre au début d'un cours d'instruction civique, qui traite précisément des institutions publiques de l'Etat et de la commune.

2) Dans la famille, le principe d'autorité appartient aux parents. Les parents fixent la règle, font exécuter les ordres donnés et punissent les enfants qui s'en écartent. C'est là, en petit, ce qu'on rencontrera en grand dans l'Etat, savoir les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Mais, au lieu d'être séparés comme dans l'Etat, ces pouvoirs sont réunis dans la personne du père et de la mère, qui les exercent en commun.

3) En outre, la famille, comme la commune et l'Etat, a besoin de ressources, qu'elle se procure principalement par le travail de son chef; elle doit

aussi équilibrer ses recettes et ses dépenses, établir ce que l'on appelle un budget, et faire régner le bon ordre en toutes choses (autorité domestique, économie domestique).

4) Jadis, la famille était beaucoup plus étendue que de nos jours : c'était la famille patriarcale, groupant, sous l'autorité de son chef, non seulement l'épouse et les enfants, mais aussi les conjoints des enfants adultes, les petits-enfants, les serviteurs, même les esclaves. Aujourd'hui, la famille est restreinte : dans la règle, elle ne se compose que du père, de la mère et des enfants. Les familles fortes et nombreuses, fréquentes surtout dans nos milieux agricoles, sont l'honneur du Valais et la preuve de la santé morale de notre population.

Deuxième leçon.

Importance de la Famille.

5) Puisque la famille est à la base de la société civile organisée, il va de soi que la situation et la valeur des familles ont une grande importance pour la société entière. Si, dans leur ensemble, les familles sont bonnes, saines et fortes, l'ordre et la prospérité régneront dans l'Etat. Au contraire, si les familles sont faibles, désunies et vicieuses, la décadence de l'Etat ne tardera pas à se produire.

6) Les pouvoirs publics doivent donc, par leurs actes et par leurs lois, exercer une influence bienfaisante sur la famille, Ils doivent concourir à faire régner, chez elle, la bonne éducation, l'amour du travail, la morale, l'ordre et l'économie : autant de facteurs d'aisance et de bien-être. L'Etat peut favo-

riser la famille de plusieurs manières : par exemple, en exonérant de l'impôt une partie du revenu, suivant le nombre des jeunes enfants à élever, et en promulguant de justes lois sur le travail et les œuvres de prévoyance sociale.

7) Il faut en outre que l'esprit et la vie de famille animent les foyers. Tout en remplissant leurs obligations civiques et sociales, les pères et les fils ne se laisseront pas accaparer par les sociétés de tous genres qui les arrachent à la vie de famille. Pour l'éducation de la jeunesse, la famille est le milieu naturel par excellence. Il l'est si bien que, lorsque l'enfant en est privé par suite de certaines circonstances, on tâche de le reconstituer dans des établissements tels que les pensionnats, les orphelinats, etc.

8) Deux institutions sont indispensables au maintien de la famille : le mariage chrétien et la propriété privée. La propriété privée est, pour l'homme, un droit naturel, c'est-à-dire un droit qui a son fondement dans sa nature même et que, dès lors, aucune puissance humaine ne saurait lui ravir sans injustice.

9) Le livre deuxième du *Code civil suisse* traite de la famille. Il régit les rapports entre époux et entre parents et enfants. La loi prescrit que les enfants sont soumis à la *puissance paternelle*, jusqu'à leur majorité (20 ans). Elle impose aux parents et aux descendants l'obligation de s'assister réciproquement. Elle place ceux qui vivent, dans un même ménage, sous l'*autorité domestique* du chef de famille. Elle institue la *tutelle* pour les mineurs orphelins et pour les incapables. Malheureusement, elle admet aussi le *divorce*, un des dissolvants les plus actifs de la famille, dont les funestes conséquences affaiblissent l'ordre social tout entier.

Deuxième lecture.

La Famille.

La famille !

Avec quel sentiment de douceur et de gravité on prononce ce mot à tout âge ! L'enfant pour qui la famille représente le monde presque entier, qui y trouve l'abri, le soutien, l'existence même ; le jeune homme en marche vers la vie indépendante, plein d'espoir et de foi, mais qui n'oublie pas le passé d'hier, qui se souvient avec émotion du foyer qu'il laisse, où sont des êtres chers, où il est né, où il a vécu, grandi et fait en sécurité l'essai de ses forces, et qu'il sera heureux de retrouver quelquefois ; l'homme, le père, dont la famille est le centre des affections, la bienfaisante paix au milieu du combat de la vie, l'amour saint, la joie, l'avenir, — tous ceux qui ont un cœur tendre et une âme haute, font de la famille la chose sacrée entre toutes, l'objet de leur attachement, de leur respect, de leur vénération...

Sans cette assise, il n'est pas de peuple qui puisse vivre, pas d'empire qui puisse se soutenir.

La famille est l'institution première, élémentaire de l'humanité. Sans elle, au début des choses, tout développement, tout progrès, toute civilisation eussent été interdits à l'homme.

Ce premier groupement de la famille lui a donné un élément de force, l'a conduit lentement à l'union avec ses semblables ; a enfanté, dans le besoin, le sentiment et la pratique de la solidarité entre les humains. Et ainsi, avec le temps, avec la raison grandissante, la Cité est née de la famille... La cité étendue à tous les hommes d'une même race, à l'ensemble du territoire, restreint ou vaste, formant un tout géographique, a donné à son tour naissance à la Patrie.

La Patrie est notre grande famille.

La famille est la petite patrie.

Patrie et famille ! Ces deux mots sonnent de même, tendrement, noblement, fièrement à nos oreilles.

A elles vont tout notre cœur, toute notre âme, tout ce que nous avons de force et d'énergie viriles !

(P. Doumer, **Livre à mes fils.**)

DEUXIEME PARTIE

La Commune

Les hommes sont faits pour vivre en société ; aussi les familles ne s'ignorent-elles pas entièrement les unes les autres, et ne vivent-elles point dans l'isolement. Elles sont groupées, au contraire, sur un territoire bien déterminé et composent, dans leur ensemble, ce qu'on appelle « une commune ». Comme c'est dans la commune que les citoyens exercent la plupart de leurs prérogatives, nous étudierons également dans cette partie, les droits et les devoirs des citoyens.

Troisième lecture.

Les bienfaits de la Commune.

La commune est la plus petite de nos circonscriptions territoriales jouissant de la personnalité. Elle disparaît dans les groupements internationaux, dans lesquels, du côté suisse, seule entre en cause l'autorité fédérale. Mais, même dans la vie politique intérieure, le rôle de la commune paraît au premier abord bien effacé. Les cités

ont conservé un peu partout leur huissier communal revêtu du manteau aux couleurs héraldiques. Lorsque celui-ci considère, dans les grandes manifestations officielles, ses collègues des gouvernements cantonaux, il s'aperçoit immédiatement qu'il ne porte point en mains, lui, le sceptre, emblème de la souveraineté. La commune ne peut établir elle-même la loi qui la régit, elle doit s'adapter à celle que lui dicte l'autorité législative cantonale, soumettant au même régime, aussi bien que faire se peut, les agglomérations campagnardes de quelques centaines de citoyens et les cités de vingt-mille habitants. S'agit-il d'établir un budget, la commune ne tarde pas à s'apercevoir que ses ressources, elles aussi, sont réduites à la portion congrue. Après que le fisc fédéral a, sous la forme des contributions indirectes, prélevé la forte part sur les ressources financières du pays; que les cantons, tout au moins certains d'entre eux, ont monopolisé à leur profit certains services publics comme ceux de l'eau et de l'électricité, et fait appel dans une large mesure aux ressources de l'impôt direct, la commune constate qu'il ne lui reste plus, pour remplir sa tâche, qu'à mettre à contribution les goussets allégés déjà par les prélèvements successifs des collectivités prédominantes.

Et cependant, point n'est besoin d'une longue réflexion pour constater que la commune est celle de ces collectivités avec laquelle le citoyen, qu'il soit pauvre ou fortuné, se trouve, sa vie durant, dans le contact le plus étroit.

Qui donc accueille l'enfant à peine descendu des genoux de sa mère, pour lui donner une instruction qu'on exige de plus en plus soignée ? La commune. Qui donc, dans tout le cours de sa vie, suivra le citoyen pour lui assurer la police des marchés, la salubrité de la rue et de l'habitation ? La commune.

Et que dire des tâches édilitaires ? L'aménagement des rues, la police des constructions, mettent aux prises des intérêts contradictoires dont l'un sera souvent sa-

crifié à l'autre, non sans préjudice pour les personnes responsables de telle ou telle décision.

Voici l'assistance publique avec son cortège de misères : déshérités dont la commune doit se faire la mère, malades qu'elle doit soigner, jeunes gens qu'elle doit conduire vers un apprentissage, ouvriers sans travail qui lui demandent du pain pour leurs enfants.

Telles sont les tâches auxquelles doivent pourvoir les communes et pour lesquelles elles ne peuvent faire appel la plupart du temps qu'aux ressources des contribuables.

(Du journal « **La Liberté** » de Fribourg, du 2 mars 1926.)

Troisième leçon.

La Commune en général.

10) Comme nous venons de le voir, la *commune* est l'ensemble des familles et des individus groupés sur un territoire déterminé, dans lequel se trouvent quelquefois une ville ou un village, ou bien un village principal et un ou plusieurs hameaux. L'institution de la commune, qui remonte au moyen âge, se trouve presque dans tous les pays.

11) Si, dans une commune, chaque citoyen pouvait agir à son gré, sans tenir compte des intérêts de son voisin, on reviendrait à l'époque où la force régnait, c'est-à-dire à la barbarie. Grâce à la civilisation, on a reconnu qu'il est plus sage de confier les intérêts généraux de la communauté à un certain nombre de citoyens, choisis par tous les intéressés et parmi les plus capables d'entre eux. A la tête de la commune se trouvent donc un conseil communal et son président.

12) La commune est un vrai diminutif de l'Etat. Elle a les mêmes services que ce dernier : police, tra-

vaux publics, instruction, justice, assistance, etc. Elle a aussi ses impôts. Elle est autonome dans les limites de la constitution et des lois.

13) Parmi les personnes qui habitent la commune, on distingue les bourgeois et les autres habitants. *Les bourgeois* sont les ressortissants de la commune. Quant aux autres habitants, ce sont des Valaisans d'une autre commune ou des confédérés d'autres cantons, ou enfin des étrangers. Ces derniers ne sont pas membres actifs de la commune ou citoyens.

Quatrième leçon.

Le Citoyen.

14) Le *citoyen* est le membre actif de la commune et de l'Etat jouissant des droits civiques et politiques.

Ainsi l'étranger qui arrive dans un pays ne jouit pas de tels droits, et n'est pas un citoyen. Il peut acquérir cette qualité en se faisant naturaliser de la manière prévue par la loi.

15) La qualité de citoyen comporte des devoirs qui se résument dans l'observation des lois, le respect des autorités et le dévouement à la chose publique. En cas de guerre, le dévouement peut être demandé jusqu'au sacrifice de la vie, s'il est nécessaire pour la défense du pays : tout citoyen suisse valide, doit satisfaire à l'obligation du service militaire.

16) Le citoyen, comme tel, possède aussi des droits. Les principaux droits politiques reconnus au citoyen sont : le droit de vote et d'élection, le droit de référendum et le droit d'initiative. Nous leur consacrons des leçons spéciales. En outre, les constitutions fédérale et valaisanne garantissent à tout le

monde certains droits fondamentaux tels que : l'égalité devant la loi, l'inviolabilité du domicile et de la propriété, le droit de pétition, le droit de n'être jugé que par ses juges naturels (dans la règle celui de son domicile), la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté d'association, la liberté de commerce et d'industrie, et, pour tout Suisse, le droit de libre établissement. L'exercice de certaines libertés a dû être restreint en raison des événements internationaux et de notre situation économique.

17) Tous les citoyens ne professent pas les mêmes idées et n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes conceptions gouvernementales.

Il se crée ainsi, dans chaque pays, des courants d'opinion, dont les partisans forment ce qu'on appelle des *partis politiques*. L'existence des partis politiques s'explique surtout par les faits de l'histoire, et par les intérêts économiques. Elle est inhérente à la forme démocratique de l'Etat.

18) En Suisse, les partis représentés aux Chambres fédérales sont : le groupe radical-démocratique; le groupe conservateur catholique; le groupe socialiste; le groupe des paysans, artisans et bourgeois; le groupe libéral; le groupe démocratique; le groupe des indépendants. En Valais, les partis représentés actuellement au Grand Conseil sont : le parti conservateur, le parti libéral-radical.

Quatrième lecture.

Les devoirs du Citoyen.

Le citoyen actif s'intéressera à la vie de l'Etat; il prendra part à la vie publique. Il assistera aux assemblées communales; il prendra part aux élections et votations

après s'être demandé sérieusement quel était l'intérêt du pays; il subordonnera, au besoin, ses intérêts particuliers à l'intérêt du pays. Il votera d'après sa conscience et d'après sa conviction; il s'éclairera en étudiant la loi proposée et en fréquentant les assemblées politiques. Il ne donnera sa voix qu'à ceux qui sont dignes de le représenter et d'occuper les charges publiques. Il se souviendra toujours qu'il tient dans ses mains l'avenir de sa commune, de son canton et du pays tout entier.

Un autre devoir du citoyen, c'est de chercher à se suffire à lui-même. Il se bornera à demander à l'Etat ce que celui-ci doit lui accorder, ce qu'il ne peut absolument pas obtenir ailleurs et par d'autres moyens. Il ne se tournera pas constamment du côté de l'Etat et ne l'accablера pas continuellement de ses supplications, car l'Etat n'est pas la Providence. Il utilisera tous les services que l'Etat met à sa disposition, mais il évitera de lui en demander sans cesse de nouveaux. Il soignera ses affaires et travaillera à accroître sa fortune en évitant les occasions de dissipations et de dépenses inutiles; il sera sobre, économe, laborieux. C'est ainsi qu'il se fera une place honorable dans sa famille, dans sa commune et qu'il sera un exemple pour ses concitoyens.

Le citoyen doit aimer sa commune et son canton et se souvenir des bienfaits qu'il en a reçus. Il s'opposera, par son bulletin de vote, à ce que leurs droits soient diminués. Il se rappellera que les cantons ont existé avant la Confédération; il combattra dès lors la centralisation et s'efforcera de maintenir les libertés cantonales à l'ombre desquelles il a grandi...

Un dernier devoir du citoyen est celui d'accepter les charges que ses concitoyens lui confient. Il ne les sollicitera pas par vanité ou pour avoir un prétexte de négliger ses autres devoirs. Avant d'accepter une candidature il se demandera s'il est bien capable de remplir les obligations de la charge qui lui est offerte. Mais une fois que ses

concitoyens l'auront désigné, il mettra tous ses soins à la bien remplir. Il se montrera soucieux du bien général, économe des deniers publics, et fera tous ses efforts pour administrer conformément à l'intérêt public. Il sera un homme de bon conseil et de principe; il ne voudra pas plaire également à tous, mais n'aura qu'une parole; il exprimera son opinion en toute franchise et cherchera à faire prévaloir ce qu'il aura reconnu être juste et conforme au bien général. Il n'abandonnera pas ses convictions au gré des vents et des hommes.

(**Eléments de droit et d'instruction civique**, par Joseph Piller, ancien Professeur à l'Université de Fribourg.)

Cinquième leçon.

Le droit de référendum et d'initiative.

19) On appelle *référendum*, le droit qu'ont les citoyens de se prononcer sur l'acceptation ou le rejet d'une loi adoptée par le pouvoir législatif.

Il est *obligatoire*, quand les lois doivent être soumises de plein droit et d'office, à la votation populaire.

Il est *facultatif*, quand les citoyens peuvent demander qu'une loi soit soumise à la votation populaire.

20) En matière cantonale, nous avons le référendum obligatoire, aussi bien pour les dispositions constitutionnelles que pour les lois ordinaires et les décrets. Cependant, le référendum n'est pas admis pour les décrets qui ont un caractère d'urgence ou qui ne sont pas d'une portée générale et permanente. Il n'existe pas non plus pour les dispositions législatives que nécessite l'exécution des lois fédérales.

21) Sur le terrain fédéral, le référendum n'est obligatoire qu'en matière constitutionnelle (modification, revision totale ou partielle de la constitution). Pour les autres lois, il est purement facultatif : il faut que la votation populaire soit demandée par 30,000 citoyens actifs ou par 8 cantons. Il en est de même pour les traités internationaux conclus pour une durée indéterminée ou pour plus de 15 ans.

22) Malgré de réels inconvénients, le référendum demeure, pour les gouvernants, le moyen le plus sûr de connaître la volonté et les aspirations du peuple souverain. Il est aussi un solide rempart contre les menées révolutionnaires. Car rien ne serait plus odieux que de recourir à la violence, quand on peut faire valoir son opinion et son droit par le moyen légal du bulletin de vote. Et l'on met l'opinion publique contre soi, dès qu'on se révolte contre le verdict de la majorité exprimé selon les formes légales.

23) On appelle *initiative populaire*, le droit qu'ont les citoyens de proposer une nouvelle loi ainsi que l'abrogation ou la modification d'une loi existante.

24) Dans le domaine fédéral, ce droit n'existe qu'en matière constitutionnelle, et la proposition doit être appuyée par 50,000 signatures de citoyens ayant le droit de vote. Sur le terrain cantonal, ce droit existe pour toutes les lois et la proposition doit être appuyée par 4000 signatures de citoyens ayant le droit de vote. En outre, lorsqu'il s'agit de l'abrogation ou de la modification d'une loi, il faut que celle-ci ait été en vigueur au moins depuis 4 ans.

Il faut 6000 signatures pour une demande de revision constitutionnelle cantonale.

Les propositions appuyées par un nombre suffisant de signatures sont, après coup, soumises à la votation populaire, suivant des formes déterminées.

Sixième leçon.

Le droit de vote et d'élection.

25) On appelle *droit de vote*, le droit des citoyens de répondre par l'affirmative ou par la négative, aux questions qui leur sont posées. Le *droit d'élection* est le droit des citoyens de désigner leurs magistrats et leurs mandataires. Considéré plus spécialement dans l'exercice du droit de vote et d'élection, le citoyen s'appelle *électeur*.

26) Comme le droit de vote et d'élection appartient à tous les citoyens, quelles que soient leur position sociale ou leur situation de fortune, on le désigne sous le nom de *suffrage universel*. De plus, tout électeur est, dans la règle, éligible aux fonctions publiques.

27) Dans notre pays les femmes ne possèdent pas le droit de vote et d'élection. Elles n'ont encore obtenu, dans aucun canton, le suffrage politique proprement dit. Mais, quoi qu'on en puisse penser, le mouvement féministe a progressé en Suisse au cours de ces dernières années.

28) En Valais, le citoyen est électeur à l'âge de 20 ans révolus. Sont privés du droit de vote :

- a) ceux qui ont été condamnés à une peine infamante jusqu'à la réhabilitation, sans égard au sursis accordé;
- b) ceux qui pour vol, faux témoignage, faux en écriture, ont été condamnés à l'emprisonnement pour trois mois au moins, jusqu'à la réhabilitation et, en cas de sursis, jusqu'à la radiation de l'inscription dans le casier judiciaire;

- c) ceux qui se trouvent en état de détention, sont privés de leur droit de vote actif;
- d) ceux dont l'imbécillité ou la démence est notoire ou établie par déclaration médicale;
- e) les interdits, à l'exception de ceux dont l'interdiction est volontaire;
- f) ceux qui sont depuis plus d'un an à la charge permanente de l'assistance publique.

Sont également privés de l'exercice des droits politiques pour une durée de 4 ans au plus, ceux qui sont tombés en faillite ou qui sont sous le coup d'une saisie infructueuse, lorsqu'il est constaté par l'autorité judiciaire que l'insolvabilité est due à une faute d'une certaine gravité.

29) L'électeur exerce son droit de vote dans la commune de son domicile. Cependant le bourgeois d'une commune, domicilié en Valais, peut exercer son droit de vote en matière bourgeoise, dans sa commune d'origine, sans y être domicilié, à condition d'en faire la déclaration six mois à l'avance au président de la Bourgeoisie. Mais seul le bourgeois domicilié dans sa commune d'origine peut participer aux élections bourgeoises.

30) Pour pouvoir voter, en matière fédérale, l'électeur doit être domicilié en Valais et ne pas exercer son droit dans un autre canton. Pour pouvoir voter en matière communale et cantonale, l'électeur doit être domicilié depuis trois mois dans la commune. Ce délai court à partir du jour du dépôt des papiers de légitimation prévu par la loi. Les étudiants et les domestiques peuvent voter au lieu de leurs études ou de leur travail, pourvu qu'ils aient déposé leurs papiers de légitimation et présenté une attestation de leur commune de domicile.

Septième leçon.

Le droit de vote et d'élection (suite).

31) L'électeur valaisan est appelé à exercer son droit de vote ou d'élection :

- a) tous les quatre ans pour l'élection du Grand Conseil, le premier dimanche de mars;
- b) tous les quatre ans, pour l'élection du Conseil d'Etat, le premier dimanche de mars;
- c) tous les quatre ans, pour l'élection des autorités municipales et bourgeoisiales, le premier dimanche de décembre;
- d) tous les quatre ans, pour élire les juges de commune et leurs substituts, le premier dimanche de décembre;
- e) tous les quatre ans, pour élire les députés du Conseil national et du Conseil des Etats, le dernier dimanche d'octobre;
- f) chaque fois qu'il est proposé une revision totale ou partielle de la Constitution fédérale ou de la Constitution cantonale;
- g) chaque fois que le référendum a été demandé contre une loi fédérale ou contre un traité international conclu pour une durée indéterminée ou pour plus de 15 ans;
- h) pour exercer le référendum obligatoire cantonal;
- i) pour se prononcer sur toute décision du Grand Conseil entraînant une dépense extraordinaire de Fr. 200,000.—, si celle-ci ne peut être couverte par les recettes ordinaires du budget;

j) tous les six ans pour élire les jurés fédéraux qui, le cas échéant, sont appelés, par tirage au sort, à fonctionner à la cour d'assises fédérales.

32) La loi électorale frappe d'amende celui qui exerce son droit de vote et d'élection dans plusieurs communes simultanément. Elle réprime en outre toute une série de contraventions et de délits électoraux tels que la vénalité, la corruption, l'atteinte au libre exercice du droit de vote, la falsification des suffrages, etc. Elle interdit de même, dans le bâtiment électoral, toute discussion entre électeurs, toute distribution de bulletins et toute opération tendant à capter des suffrages.

33) Pour voter l'électeur prend dans la salle électorale une enveloppe munie du sceau communal. Il place son bulletin dans l'enveloppe et remet celle-ci sans la coller ni la plier, au président du *bureau électoral* qui la place immédiatement dans l'urne.

Huitième leçon.

La représentation proportionnelle*.

34) La *représentation proportionnelle* est un système électoral qui assure aux divers partis politiques, une juste et équitable répartition des sièges dans les conseils de l'Etat ou de la commune. Grâce à la proportionnelle, les partis ou les groupes importants d'électeurs obtiennent un nombre de sièges correspondant à leur force numérique, c'est-à-dire au nombre de leurs adhérents.

35) Si donc ce système satisfait ce qu'on appelle « la justice électorale », il n'en présente pas moins de sérieux inconvénients. Il fait de l'élu le représentant d'un

parti plutôt que celui du peuple tout entier. Il favorise l'émiettement des partis et l'ambition de certains politiciens, qui vont parfois jusqu'à créer des groupes pour pouvoir les représenter dans les conseils de la nation.

36) Les élections qui se font actuellement d'après le mode proportionnel sont :

- a) celles du Conseil national;
- b) celles du Grand Conseil;
- c) les élections communales et bourgeoisiales, mais seulement quand la demande en est faite, quatre semaines avant, par un cinquième au moins des électeurs.

Sinon les élections communales et bourgeoisiales ont lieu d'après le système majoritaire (qui permet d'obtenir tous les sièges au parti groupant la majorité absolue des électeurs).

37) Dans les élections qui ont lieu d'après le mode proportionnel, chaque électeur n'a pas seulement une voix, mais il dispose d'autant de suffrages qu'il y a de conseillers ou de députés à élire. Ainsi, à Sion, où il y a quinze conseillers à élire, chaque électeur dispose de quinze suffrages.

38) Il y a deux sortes de suffrages : les suffrages *nominatifs* et les suffrages *complémentaires*. On appelle suffrage nominatif, celui qui exprime le nom d'un candidat déterminé; on appelle suffrage complémentaire, celui qui demeure en blanc et n'exprime aucun nom. Supposons que dans une commune qui a droit à quinze conseillers, un parti ait porté sur sa liste seulement dix noms de candidats et ait laissé en blanc les cinq autres suffrages : l'électeur qui dépose dans l'urne cette liste telle quelle, apporte dix suffrages nominatifs et cinq suffrages complémentaires.

Cet électeur aurait pu compléter ces derniers, en ajoutant sur la liste cinq noms de candidats officiels de n'importe quel parti.

39) L'électeur a le droit de rayer des noms sur la liste dont il se sert; cela s'appelle le « *biffage* ». Ce faisant, il ne cause aucun préjudice au parti dont il a adopté la liste. Mais si, non content de biffer un nom l'électeur le remplace par celui d'un candidat officiel d'un autre parti, il fait alors du « *panachage* » et affaiblit d'un suffrage la liste de son parti au profit du parti auquel il a emprunté le candidat. Une liste sans panachage est dite *compacte*. C'est le propre d'un parti politique bien discipliné, d'apporter aux urnes le plus grand nombre possible de listes compactes.

40) *Le cumul* qui consiste à porter deux fois le même nom sur une liste, et l'*apparentement* ou l'*alliance* de listes, sont exclus des élections communales et cantonales. Ils sont admis par contre pour les élections du Conseil national. Dans le canton, existe le « *quorum* » en vertu duquel les listes qui n'ont pas atteint 15 % du total des suffrages de parti sont éliminées pour la répartition des sièges.

Neuvième leçon.

L'Assemblée primaire et le conseil général.

41) Dans chaque commune, il existe une *Assemblée primaire* composée de citoyens actifs, c'est-à-dire des bourgeois, des Valaisans et des Suisses jouissant de leurs droits civiques et demeurant dans les limites de la commune. C'est une assemblée délibérante et électorale qui exerce dans une certaine mesure le pouvoir législatif dans la commune.

42) L'Assemblée primaire possède les attributions suivantes :

- a) elle élit les magistrats de la commune et généralement toutes les autorités tant cantonales que fédérales dont l'élection est attribuée au peuple;
- b) elle délibère sur les règlements locaux et les règlements de police;
- c) elle se prononce sur l'aliénation (vente) et l'hypothèque des biens communaux et sur les procès en appel;
- d) elle prend annuellement connaissance du budget de la commune, des comptes et de la gestion du conseil communal.

43) Dans les communes de plus de 700 âmes il peut y avoir un *Conseil général*, si la majorité de l'assemblée primaire le décide.

L'assemblée primaire est appelée à se prononcer si le conseil général est demandé par le $\frac{1}{5}$ au moins du corps électoral, au plus tard un mois avant les élections communales.

44) Dans les rares communes où existe le conseil général, ce dernier exerce les attributions que possède l'Assemblée primaire, en matière d'administration communale. Les comptes et le budget ne deviennent définitifs qu'après avoir été approuvés par le Conseil général, ou, en cas de recours, par le Conseil d'Etat.

Il doit aussi se prononcer sur tous les emprunts extraordinaires et sur toutes les dépenses qui ne peuvent être couvertes par les ressources ordinaires du budget communal.

45) Le Conseil général est élu selon le système de vote admis pour l'élection du Conseil communal, le dimanche qui suit l'élection de ce Conseil. Le nombre

des conseillers généraux est de 20 à 60 suivant l'importance des communes. La fonction de conseiller général n'est pas obligatoire comme celle de conseiller communal.

46) Le Conseil général se réunit au moins deux fois par an. Il choisit lui-même son président, son vice-président et son secrétaire. Les membres du Conseil communal assistent, avec voix consultative, aux séances du Conseil général. Mais un conseiller communal ne peut être en même temps conseiller général.

Dixième leçon.

Le Conseil et l'administration communale.

47) L'administration de chaque commune est confiée à un *Conseil communal*, à la tête duquel se trouve un président, désigné sous le nom de président de la commune. Le Conseil exerce le pouvoir exécutif dans la commune.

48) Les élections du Conseil communal ont lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de décembre. Sont électeurs, tous les citoyens valaisans ou suisses, âgés de 20 ans révolus, domiciliés depuis trois mois dans la commune. Le conseil communal entre en fonctions le premier jour de l'année qui suit son élection.

49) Le nombre des conseillers est fixé par la Constitution cantonale; il varie de trois à quinze membres et doit être impair. Les conseillers communaux sont toujours rééligibles. Leurs fonctions sont obligatoires pendant huit ans au moins, sauf pour les citoyens âgés de 65 ans ou ceux qui ont des motifs légitimes et majeurs pour se faire exempter. Les fonctions de président ne sont obligatoires que pendant quatre ans.

50) Le Conseil communal exerce les attributions suivantes :

- a) il pourvoit à l'administration générale de la commune (travaux publics, finances, écoles, police, assistance, etc.) ;
- b) il élabore et fait exécuter les règlements locaux ;
- c) il nomme ses employés ;
- d) il fixe le budget des recettes et des dépenses ;
- e) il arrête les comptes et répartit les charges publiques. L'impôt communal sert à couvrir les dépenses de l'administration.

Onzième leçon.

Le Juge de commune.

51) Pour l'exercice de la justice, il y a dans chaque commune un juge et un juge-substitut ou vice-juge. Des communes peuvent former un cercle pour avoir un seul juge et un seul substitut. Nul ne peut être en même temps juge et président de la même commune.

Le juge de commune et son substitut sont élus tous les quatre ans, le premier dimanche de décembre, en même temps que les conseils communaux.

52) Le juge de commune est chargé des préliminaires de conciliation dans les causes civiles qui n'en sont pas dispensées par la loi, ainsi que dans les cas de calomnie, de diffamation et d'injure. C'est pour cette raison qu'on l'appelle souvent : « juge de paix ». Ce magistrat doit donc faire tout son possible pour empêcher les procès et concilier les parties. S'il remplit bien ce rôle, sa mission est vraiment bienfaisante et élevée.

53) Le juge de commune connaît également de toutes les causes dont la valeur ne dépasse pas cent francs; il les instruit et les tranche sans appel. Il possède en outre plusieurs autres attributions déterminées par la loi, telles que l'ouverture des testaments, l'apposition des scellés, la prise d'inventaire, la direction de certaines enchères, etc. Dans ces opérations, il est assisté d'un greffier, réglementairement un notaire.

Douzième leçon.

La Chambre pupillaire*.

54) Il y a dans chaque commune, une *Chambre pupillaire* pour veiller aux intérêts des incapables, des mineurs, des interdits et des absents. Elle se compose de trois membres désignés par le Conseil communal. Elle est assistée d'un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres. Le juge de la commune est de droit membre de la Chambre pupillaire, et les conseillers communaux ne peuvent refuser d'en faire partie.

55) La Chambre pupillaire *interdit*, c'est-à-dire prive de l'exercice des droits civils les personnes se trouvant dans les cas spécifiés par la loi. Tels sont les malades d'esprit, les prodigues, les ivrognes, les personnes qui gèrent mal leurs affaires, celles qui sont condamnées à la prison pour un an ou plus, et celles qui demandent, avec motifs à l'appui, d'être mises sous tutelle.

56) Avant d'interdire quelqu'un, la Chambre pupillaire consulte le *Conseil de famille*, composé des parents et alliés les plus rapprochés (y compris ceux du 4^{me} degré). Une personne frappée d'interdiction peut

recourir contre la décision de la Chambre au juge-instructeur; puis le Tribunal cantonal prononce sous réserve de recours au Tribunal fédéral. La capacité civile des personnes est donc efficacement protégée dans notre pays.

57) En interdisant une personne, la Chambre pupillaire lui nomme, en même temps, un tuteur chargé de la représenter dans les actes de la vie civile et de gérer ses biens. La tutelle est une charge obligatoire pour toute personne du sexe masculin habitant l'arrondissement tutélaire, c'est-à-dire la même commune que le pupille.

58) Peuvent toutefois se faire dispenser de la tutelle : les personnes âgées de 60 ans, les infirmes, les personnes qui ont la puissance paternelle sur plus de quatre enfants, celui qui est chargé de deux tutelles ou d'une tutelle très absorbante. Il en est de même de certains magistrats ou fonctionnaires, tels que les conseillers et les juges fédéraux, le chancelier de la Confédération, les conseillers et le chancelier d'Etat, les juges cantonaux et instructeurs, les rapporteurs judiciaires et les membres des autorités de tutelle.

59) La Chambre pupillaire pourvoit aussi d'un tuteur les enfants mineurs, c'est-à-dire au-dessous de 20 ans révolus, dont les père et mère sont tous deux morts ou incapables d'exercer la puissance paternelle.

Treizième leçon.

La Bourgeoisie*.

60) Il y a dans chaque commune une *Assemblée des bourgeois* composée exclusivement des bourgeois ayant droit de vote dans la commune. Si le nombre des non bourgeois forme au moins la moitié de l'As-

semblée primaire ou si le Conseil communal est composé de la moitié de non bourgeois, l'Assemblée bourgeoise a le droit de demander la formation d'un Conseil séparé ou *Conseil bourgeois*. Dans les communes où il n'y a pas de Conseil bourgeois, le Conseil communal en tient lieu.

61) Le cas échéant, l'Assemblée bourgeoise nomme le président, le vice-président et les membres du Conseil bourgeois. Elle délibère, dans les limites de la loi, sur la réception des nouveaux bourgeois; sur les règlements qui concernent la bourgeoisie; sur la jouissance, la vente et l'hypothèque de ses biens; elle prend aussi connaissance de l'administration du Conseil, etc.

62) Le Conseil bourgeois est composé de 3 à 7 membres nommés tous les quatre ans par l'assemblée des bourgeois, à la même époque et de la même manière prévue pour les conseils communaux. Les élections ont lieu d'après le système majoritaire, ou, si la demande en a été régulièrement faite, d'après le principe de la représentation proportionnelle.

63) Le Conseil bourgeois veille aux intérêts de la bourgeoisie, dont il administre les biens; il propose à l'Assemblée bourgeoise les règlements concernant la jouissance des avoirs bourgeois et lui rend annuellement compte de sa gestion. Le Conseil d'Etat surveille les administrations bourgeoises.

Quatorzième leçon.

La Paroisse.

64) On nomme *paroisse* l'ensemble des adhérents d'une même confession réunis sur un territoire déterminé et organisé suivant les lois de leur religion.

La paroisse a pour objet l'intérêt religieux de ses membres et l'administration des biens et des intérêts matériels qui s'y rattachent. En général, le territoire paroissial concorde avec le territoire communal, mais ce n'est pas toujours le cas, et l'on trouve, en Valais, des paroisses comprenant plusieurs communes (par exemple Martigny).

65) La paroisse catholique est dirigée par un curé ou un administrateur qui reçoit la juridiction de l'évêque du diocèse. Dans les paroisses plus importantes, le curé est secondé par un ou plusieurs vicaires. Il existe en outre, dans certaines paroisses, des bénéfices ecclésiastiques désignés sous le nom de rectorats, chapellenies, etc.

66) Pour l'administration des biens des églises et des biens destinés au culte, le Conseil communal nomme une commission paroissiale ou *Conseil de fabrique*. Le conseil de fabrique est composé de trois à cinq membres appartenant à la religion catholique-romaine; le curé ou l'administrateur paroissial en fait partie de droit. Le conseil de fabrique nomme son président et son secrétaire, et se réunit, au moins une fois par an, pour rendre compte de son administration.

67) Les paroisses du Valais font partie du diocèse de Sion, dont l'évêque réside à Sion. Cependant, quelques paroisses avoisinant St. Maurice relèvent de la juridiction de l'Abbé de St. Maurice qui est Evêque titulaire de Bethléem.

68) Les autres diocèses de la Suisse sont le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, dont l'évêque réside à Fribourg; celui de Bâle, le plus étendu, dont l'évêque réside à Soleure; celui de Coire et celui de St-Gall. Il y a en outre, pour le Tessin, un administrateur apostolique (évêque) résidant à Lugano.

TROISIEME PARTIE

Le District

Nous avons étudié, jusqu'ici, la commune; les membres qui la composent, les droits que ces derniers exercent, et enfin l'organisation communale.

Comme les familles se groupent en communes, à leur tour les communes font partie de circonscriptions territoriales nommées « districts ».

Quinzième leçon.

Le District en général.

69) Le district est une circonscription territoriale formée de plusieurs communes. Il s'appelait autrefois dizain ou dixain, et constituait, dans le pays du Valais, une petite république qui envoyait des députés au Conseil général, puis à la Diète. Ces députés devaient « en référer » aux communes qu'ils représentaient; de là est venu le mot « référendum ». Au point de vue politique, les dizains avaient une grande importance; leurs sceaux étaient apposés aux traités et aux actes publics de l'Etat.

70) De nos jours, à la tête de chaque district est placé un *Préfet*, nommé par le Conseil d'Etat pour une durée de quatre ans. Il représente le Gouvernement,

préside le Conseil de district et exerce un certain nombre d'attributions administratives. Chaque district possède également un sous-préfet.

71) Le *Conseil de district* est composé de délégués des différentes communes, nommés par les conseils communaux à raison d'un délégué sur 300 âmes de population. Le Conseil règle les comptes du district, répartit entre les communes les charges incombant à ce dernier, prend annuellement connaissance de la gestion financière de l'Etat, et veille au développement économique du district. Certains districts possèdent des écoles secondaires, des infirmeries, des hôpitaux régionaux ou d'autres établissements de bienfaisance.

72) Il y a, dans chaque district, une *Chambre de tutelle*, qui fonctionne comme autorité tutélaire de surveillance. Elle se compose du Préfet qui la préside, et de deux membres nommés par le Conseil de district. Un de ses membres fonctionne comme secrétaire. Cette chambre liquide les recours qui lui sont adressés en matière de tutelle, autorise les tuteurs à faire certains actes importants au nom des pupilles, et prononce l'émancipation des mineurs de 18 ans, lorsque cette mesure exceptionnelle est justifiée.

Pour l'administration de la justice, il y avait autrefois un *juge-instructeur* par district; actuellement certains districts ont ensemble un seul magistrat de ce nom.

QUATRIEME PARTIE

Le Canton

De même que les familles se groupent en communes et les communes en districts, ainsi l'ensemble des districts forme le canton qui occupe un territoire déterminé.

Comme le canton est un véritable Etat, c'est sous ce titre que nous étudierons la nature, les diverses formes et les pouvoirs de l'Etat en général.

Cinquième lecture.

La Patrie.

La patrie, c'est le sol chéri qui nous a vus naître, la maison où notre jeune âge s'est passé, les prés, les bois, les monts à nos pas familiers, la rivière ou le torrent qui coule dans la vallée, l'horizon tantôt bleu, tantôt sombre où nos yeux s'arrêtent, la ville, le village ou le hameau où nous habitons, la maison d'école pleine de souvenirs studieux, l'église avec son grand clocher qui domine la contrée et qui élève notre pensée vers l'Auteur de toutes choses. C'est dans ce milieu que notre âme a reçu ses premières impressions, qui sont toujours les plus durables. Aussi, quand l'idée de patrie se présente à nous, songeons-nous tout d'abord à l'endroit natal, qui est celui que nous connaissons le mieux et que nous aimons naturellement par dessus tous les autres.

Mais la patrie embrasse un territoire plus vaste : elle s'étend jusqu'où vont les limites géographiques et politi-

ques des peuples voisins. Plus nous la parcourons et apprenons à connaître les beautés de toute sorte que la nature a répandues sur elle, ses campagnes fertiles, ses sites riants ou sévères, ses villes superbes, ses villages prospères, ses fleuves majestueux, ses forêts profondes, ses lacs transparents, ses sublimes montagnes au front couvert de neige et de glaciers, plus nous nous sentons pris d'admiration et d'amour pour notre pays. D'autres pays peuvent offrir des beautés semblables ou d'un autre genre : elles ne nous impressionneront jamais autant, car elles sont en dehors de la patrie.

La patrie, c'est la famille avec ses bonheurs intimes, avec ses souffrances partagées. Les fêtes du foyer domestique laissent dans notre âme un doux rayonnement. Qu'une tribulation ou qu'un deuil atteigne la famille, ses membres se rapprochent les uns des autres et trouvent une grande consolation dans la sympathie qui les unit. Quand les enfants de la famille sont élevés, ils se dispersent pour fonder à leur tour de nouveaux foyers, mais les liens du sang continuent à les rattacher ensemble, comme les rameaux sortis du même tronc. Dans toutes les circonstances solennelles de la vie, la famille se retrouve groupée autour de ses chefs; le nom commun qu'on porte, on tient à ce qu'il soit honoré de tous et l'on se prête mutuellement assistance dans les revers, tout comme on partage ensemble les sourires de la bonne fortune. Mais si la famille est l'objet principal et immédiat de nos affections, elle ne doit pas nous empêcher d'aimer aussi les autres hommes avec lesquels nous vivons, toutes ces familles nombreuses dont la réunion forme un peuple — notre peuple — et dont les idées, les sentiments, les aspirations sont semblables aux nôtres. Que de liens puissants existent entre nous ! Non seulement les intérêts du présent font que nous avons besoin les uns des autres, mais le passé, par la voix éloquente de l'histoire, vient nous rapporter que nous sommes frères et que nos destinées doivent rester communes. Nos pères ont combattu côte à côte contre l'étranger; ils

ont arrosé ensemble le sol de la patrie de leur sang pour le défendre, de leurs sueurs pour le cultiver; ils ont fondé, pour la sauvegarde et le bien-être de tous et de chacun, les institutions que nous avons la tâche de perfectionner suivant notre pouvoir et suivant les exigences de notre époque.

La patrie résume aussi toutes nos espérances; nous voulons qu'elle soit toujours plus prospère, car sa prospérité, c'est la nôtre, c'est celle de nos enfants. Si nous devions, ce qu'à Dieu ne plaise, cesser un jour d'être libres, si l'étranger s'emparait de notre territoire et nous dictait des lois abhorrées, ou si la discorde venait à déchirer profondément les liens qui nous unissent, quels biens nous resterait-il encore ici-bas ? Nous et nos enfants condamnés à vivre comme des esclaves — car ce serait être esclaves que de ne plus diriger nous-mêmes les affaires de notre pays — notre fortune exposée aux déprédations de l'ennemi étranger ou intérieur, pourrions-nous dire que nous avons encore une patrie, Où seraient la tranquillité du foyer, les joies de la famille, les réjouissances nationales ? Il n'y aurait plus de place, dans nos cœurs, que pour le deuil et la souffrance. Le sol natal nous deviendrait même odieux, et nous le quitterions, si nous pouvions, emportant dans notre âme la tristesse ineffaçable des hommes qui n'ont plus de patrie.

(Instruction civique par Numa Droz.)

Seizième leçon.

L'Etat.

73) Le Valais, comme chaque canton ou demi-canton suisse, forme un Etat. On nomme *Etat* une étendue de pays soumise à une seule *souveraineté* politique. L'Etat peut encore être défini : « La nation politiquement organisée sur un territoire ».

74) D'après cette dernière définition, tout Etat comprend :

- a) la *nation*, c'est-à-dire un ensemble d'hommes ^{de familles} ayant généralement les mêmes mœurs, les mêmes traditions, et surtout les mêmes aspirations. Le plus souvent, ils sont de même race, parlent la même langue; mais ce n'est le cas ni pour le Valais, ni pour la Suisse;
- b) un *territoire* limité par des frontières et qu'on appelle communément le pays;
- c) une organisation politique qui varie suivant le pays, et qui est déterminée par une loi fondamentale : *la Constitution*.

75) A l'encontre de nos Etats modernes, plusieurs pays ne sont pas encore civilisés et ne possèdent aucun gouvernement stable; ils obéissent à des chefs qui exercent une autorité illimitée, et dont les caprices deviennent des lois auxquelles chacun doit obéissance. Ce sont des pays barbares, assez nombreux en Afrique et dans les Iles de l'Océanie.

76) Dans les Etats où la civilisation a pénétré depuis un temps plus ou moins long, le peuple obéit à un souverain et chez quelques nations, comme la nôtre, à des magistrats choisis par les citoyens du pays. Des codes et des lois règlent les droits et les devoirs réciproques du Gouvernement et des particuliers, et des particuliers les uns à l'égard des autres. Dans certains pays ce sont les usages établis et la volonté du souverain qui remplacent les lois.

77) On entend par loi l'expression écrite de la volonté du législateur sur un objet d'intérêt commun. Un code est une loi très étendue qui règle un domaine considérable du droit. Ainsi le Code civil s'applique aux multiples rapports des particuliers entre eux; le Code pénal régit tout ce qui concerne les délits et les

peines. Une loi adoptée par le pouvoir législatif et, le cas échéant, par le peuple, n'est obligatoire qu'après avoir été publiée et promulguée : on déclare ainsi expressément à quel moment elle entre en vigueur.

Dix-septième leçon.

Différentes formes d'Etats.

78) Les Etats ne sont pas tous créés sur le même modèle. Ils peuvent présenter des combinaisons souvent fort différentes; il est possible de les résumer comme suit :

- a) *L'Etat simple et unitaire* forme un tout, avec un seul gouvernement, exemples : la France, la Belgique, la République helvétique de 1798.
- b) *L'Etat composé* comprend divers Etats qui se sont réunis, ensuite de circonstances historiques, de façon à former, vis-à-vis de l'extérieur tout au moins, c'est-à-dire en matière de politique internationale, une unité plus ou moins complète.

79) On peut citer deux formes principales d'Etats composés :

- a) *La Confédération d'Etats* : plusieurs Etats souverains, tout en restant souverains individuellement, mettent en commun certains intérêts (ex. défense nationale, douanes, etc.) Ils s'associent pour ainsi dire. Telle fut la Suisse de 1291 et 1798 et d'une manière plus caractérisée encore de 1815 à 1848. A la base d'un tel Etat existe un *pacte*.
- b) *L'Etat fédératif* : en général la Confédération d'Etats finit par se transformer en Etat fédératif (ex. la Suisse sous l'Acte de médiation (1803)

et depuis 1848). Les Etats souverains abandonnent une partie de leur souveraineté et de leurs compétences (par ex. dans le domaine militaire, dans celui des postes, du droit civil et pénal, etc.) au profit d'un gouvernement central. L'Etat central a ses compétences s'appliquant à tous les membres de l'Etat fédératif. Il existe un certain nombre d'Etats fédératifs : la Suisse actuelle, l'U.R.S.S., les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la République argentine, etc. A la base de l'Etat fédératif il y a une *Constitution*.

Dix-huitième leçon.

Différentes formes de gouvernement.

80) Tout Etat, quelle que soit sa forme, possède un gouvernement. Les formes de gouvernement, à leur tour, varient beaucoup. Le degré de civilisation du peuple, l'influence du climat, les traditions ont contribué à cette diversité. On peut cependant les classer en deux catégories : la *Monarchie* et la *République*.

81) Dans une monarchie, une tête couronnée : roi, reine, empereur, prince, etc., exerce l'autorité suprême. La Monarchie est dite *autocratique* ou *despotique*, quand la volonté ou le caprice du prince remplace la loi; *absolue*, quand le monarque seul peut faire les lois ou les changer; *constitutionnelle*, lorsque le chef de la nation gouverne en se conformant à une constitution votée par le peuple ou par les représentants du peuple.

On peut rapprocher de la monarchie absolue la « monocratie » ou dictature, cette forme de gouverne-

ment que les temps actuels ont vue apparaître, dans laquelle une seule personne, sans couronne, exerce le pouvoir suprême (Allemagne).

82) Dans la forme républicaine, la nation est appelée à nommer directement ou indirectement les magistrats chargés de gouverner le pays. La République est *démocratique* lorsque le pouvoir suprême appartient au peuple entier, qui l'exerce soit par lui-même, soit par les représentants choisis par lui et auxquels il confie ce mandat pour un temps déterminé.

La démocratie peut être pure, mixte ou représentative. Dans la *démocratie pure*, le peuple souverain exerce directement ses droits. Il se réunit lui-même en assemblée délibérante (ainsi, en Suisse, les cantons à *Landsgemeinde* (Appenzell, Glaris, Unterwald)).

Dans la *démocratie représentative*, le peuple ayant nommé ses représentants pour le temps prévu par la Constitution, n'a plus de contrôle effectif jusqu'aux élections suivantes.

Dans la *démocratie mixte*, le peuple exerce un contrôle direct sur ses mandataires par l'exercice du droit d'initiative populaire et du droit de référendum. Le canton du Valais est une démocratie mixte.

La république est dite *aristocratique* lorsque, par suite de circonstances particulières, ou par le fait d'une loi, l'exercice du pouvoir est le privilège d'une catégorie de citoyens ou de familles, à l'exclusion des autres. L'*oligarchie* est la forme de gouvernement dans laquelle la puissance souveraine s'est concentrée d'une manière permanente entre les mains d'un petit nombre de familles.

83) Quand, sous l'empire de certaines circonstances, le Gouvernement du pays ne peut plus se faire obéir, que les lois ne sont plus respectées, on dit que le pays est dans l'*anarchie*.

Sixième lecture.

La Landsgemeinde de Trogen.

Cette landsgemeinde est de beaucoup la plus considérable. Elle compte jusqu'à 10 à 11,000 assistants. Quiconque la manque sans raison valable, est passible d'une amende. Sur les grandes routes, c'est une procession. Ils sont tous en habit de ville, pantalon noir, habit noir, chapeau noir; je dis tous, même les paysans, même les plus pauvres. Autrefois, ils portaient tous une épée véritable; quelques-uns en petit nombre le font encore. La plupart n'ont qu'un sabre militaire ou un couteau de chasse. C'est l'insigne officiel, qui désigne le citoyen apte à voter. Au moment où le landammann sort de l'hôtel de ville, la landsgemeinde se découvre, et, au lieu de 10,000 chapeaux, voici 10,000 crânes humains, une mer de têtes. Les hommes les plus froids, les plus positifs, sont saisis comme les autres. On n'ose plus respirer. C'est un peuple, non une peuplade, comme à Stans ou à Sarnen; un peuple véritable, dans l'attitude du respect et pénétré d'un seul et même sentiment.

Dans les votations, le peuple répond avec un ensemble admirable. Qu'ils votent oui, qu'ils votent non, qu'ils soient mille ou dix mille, ils lèvent la main comme un seul homme, la tenant bien ouverte et la lançant en l'air avec un mouvement d'une incroyable vivacité. Impossible de compter. On juge de la force des partis à l'effet de blancheur produit par toutes les mains qui se lèvent en même temps... S'il y a doute, on répète l'épreuve. Le landammann appelle à la tribune des citoyens choisis dans les deux partis et forme une commission d'experts dont les décisions sont sans appel.

Enfin vient la prestation du serment. C'est le moment suprême. La cérémonie est complète, écrasante de solen-

nité. C'est le serment antique dans toute sa puissante énergie. La formule est lue au landammann qui, la main levée, répond en ces termes : « J'ai bien compris ce qui m'a été lu. Je veux le tenir, véritablement et toujours, fidèlement et sans fraude, aussi vrai que je désire et demande que Dieu me soit en aide ». Quand le landammann a juré, il se tourne vers le peuple et l'assermente à son tour. Il doit y avoir entre eux promesse mutuelle de fidélité. La loi s'engage à la loi. Sur 10,000 citoyens, il n'en est pas un qui ne lève la main, pas un qui ne répète aussi la formule, entre les intervalles de la lecture, phrase par phrase, prononçant lentement chaque mot. La grande voix qui s'élève de cette foule recueillie, immobile, est peut-être la plus grande qu'il puisse être donné à l'homme d'entendre sur la terre. Aucun bruit naturel, ni des vents, ni des flots, aucun son musical, même soutenu par l'orgue et par l'écho des cathédrales, n'atteint ce degré de religieuse terreur. Le monde des apparences a disparu ; il ne reste que le seul monde vrai, celui de la conscience en présence d'elle-même. La cérémonie terminée, le landammann lève la séance en souhaitant à chacun un heureux retour à la maison ».

(Extrait des œuvres d'E. Rambert).

Dix-neuvième leçon.

La Constitution et la séparation des pouvoirs.

84) La *Constitution* est la charte ou la loi fondamentale d'un Etat. Elle règle la forme de gouvernement de l'Etat et sert de base aux autres lois ; ces dernières ne doivent rien renfermer de contraire aux principes constitutionnels.

Les constitutions des Etats varient suivant les mœurs des habitants, le degré de civilisation du peuple, les usages, etc. Quelques-unes, comme celle de

l'Angleterre, sont même purement coutumières, c'est-à-dire basées sur la tradition. Les meilleures constitutions sont celles qui assurent aux citoyens le plus de liberté, le plus de bien-être et d'instruction, en maintenant l'ordre et la sécurité.

85) En Suisse, chaque canton a sa constitution propre appelée *Constitution cantonale*. En outre, la *Constitution fédérale* détermine les bases sur lesquelles est fondée la Confédération suisse, et règle l'organisations et les attributions des pouvoirs fédéraux. Une Constitution cantonale ne doit rien renfermer de contraire à la Constitution fédérale.

La Constitution cantonale (de même que toute modification qui peut y être apportée) doit être revêtue de la *garantie fédérale*. L'Etat fédéral garantit aux cantons qu'il les défendra contre toute atteinte venant d'un autre canton ou d'un Etat étranger. Si des désordres graves se produisent dans un canton, la Confédération a le droit d'intervenir pour rétablir la tranquillité et la sécurité.

86) La Constitution valaisanne, comme d'ailleurs celle de tout Etat civilisé, consacre le principe de la *séparation des pouvoirs* :

- a) *le pouvoir législatif* qui fait les lois, est exercé par le Grand Conseil;
- b) *le pouvoir exécutif* qui fait exécuter les lois, est exercé par le Conseil d'Etat. Il représente et administre l'Etat; aussi l'appelle-t-on parfois : pouvoir administratif;
- c) *le pouvoir judiciaire* qui tranche les différends relatifs à l'application de la loi, est confié au tribunal cantonal et aux tribunaux et juges inférieurs.

Vingtième leçon.

Le Grand Conseil.

87) Le *Grand Conseil* exerce le pouvoir législatif, sous réserve de la souveraineté populaire. Il est élu par le peuple, par district, tous les quatre ans, le premier dimanche de mars, selon le principe de la représentation proportionnelle, et à raison d'un député sur 1100 âmes de population suisse. La fraction de 551 compte pour 1100. Il y a autant de suppléants que de députés.

88) Comme toute assemblée législative, le Grand Conseil est une assemblée relativement nombreuse. De cette manière, toutes les régions du pays sont équitablement représentées, et, dans la discussion des lois, il est possible d'entendre les représentants de tous les partis et les défenseurs des divers intérêts en jeu.

89) Ne peuvent être députés au Grand Conseil par suite *d'incompatibilité* : les Conseillers d'Etat, les juges cantonaux et les juges-instructeurs, les préposés aux poursuites et faillites, les receveurs des districts, les fonctionnaires et employés des bureaux de l'Etat et de la Banque cantonale.

90) Les députés doivent voter pour le bien général, d'après leur conviction, sans qu'ils puissent être liés par des instructions. La Constitution valaisanne n'admet pas de *mandat impératif*.

91) Le Grand Conseil se réunit à Sion, *en session constitutive* le troisième lundi qui suit son renouvellement intégral et *en session ordinaire*, chaque année, le deuxième lundi de mai et le deuxième lundi de novembre. Il peut y avoir, en outre, *des sessions prorogées* et *des sessions extraordinaires*. Dans la règle, chaque session ordinaire est de 13 jours au plus.

92) Les sessions du Grand Conseil sont convoquées par le Conseil d'Etat. Au début de la session constitutive et de chaque session ordinaire, le Grand Conseil se rend en corps à la Cathédrale de Sion, où un service divin est célébré pour appeler la bénédiction de Dieu sur ses travaux et sur la patrie. Dans la règle, les séances du Grand Conseil sont publiques; le huis-clos peut être décidé si les circonstances l'exigent.

Vingt et unième leçon.

Organisation et attributions du Grand Conseil.

93) Le Grand Conseil choisit dans son sein, à la session constitutive et à la première session ordinaire des années suivantes, son Président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs. La session constitutive est toujours ouverte et présidée par le doyen d'âge.

L'organisation intérieure du Grand Conseil, les attributions de son bureau, les modes de délibération et de votation, etc., sont déterminés par un règlement spécial.

94) Les principales attributions du Grand Conseil sont les suivantes :

- a) il vérifie et valide les pouvoirs de ses membres;
- b) il discute, amende, accepte ou rejette les projets de loi et de décrets;
- c) il exerce le droit de grâce et d'amnistie;
- d) il accorde la naturalisation valaisanne;
- e) il se prononce chaque année sur le budget cantonal et sur le compte rendu de la gestion financière et administrative du Conseil d'Etat; il peut,

en tout temps, demander compte au pouvoir exécutif d'un acte de son administration;

- f) il nomme tous les quatre ans le tribunal cantonal, et chaque année, à la session de mai, le Président et le vice-président de ce corps;
- g) il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales et les emprunts pour le compte de l'Etat;
- h) d'une manière générale il exerce la souveraineté dans tout domaine non réservé par la Constitution au peuple ou à un autre pouvoir;
- i) il représente le canton pour l'exercice de certains droits, réservés à ce dernier par la Constitution fédérale (par ex. la demande de convocation de l'Assemblée fédérale).

Vingt-deuxième leçon.

Le Conseil d'Etat.

95) Le pouvoir exécutif ou Gouvernement de notre canton est confié à un *Conseil d'Etat* composé de cinq membres, siégeant à Sion.

Le Conseil d'Etat est donc un collège restreint. Cela est indispensable, car il ne s'agit pas ici d'une assemblée délibérante, mais du gouvernement effectif du pays. Cette fonction requiert une main ferme et décidée, une volonté aussi peu flottante que possible. Il est donc tout indiqué de ne la confier qu'à un groupe très restreint de magistrats.

96) L'élection des *Conseillers d'Etat* est faite par le peuple tous les quatre ans, le premier dimanche de mars, soit le même jour que l'élection du Grand Conseil. Elle a lieu selon le système majoritaire. Un mem-

bre du Conseil d'Etat doit être choisi parmi les électeurs du Haut-Valais (districts de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche), un autre parmi les électeurs du centre (districts de Sierre, Hérens, Sion, Conthey), un troisième parmi les électeurs du Bas-Valais (districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey). Le choix des deux autres membres est libre, sans qu'il soit toutefois possible d'élire plus d'un Conseiller d'Etat parmi les électeurs d'un même district. Le Conseil d'Etat entre en fonctions le premier mai qui suit son élection.

97) Le Conseil d'Etat choisit, dans son sein, pour la durée d'un an, un président qui n'est pas immédiatement rééligible, et un vice-président. Il nomme, pour la durée de ses fonctions, un secrétaire pris en dehors, et qui porte le nom de *Chancelier d'Etat*.

98) Un Conseiller d'Etat ne peut remplir aucune autre fonction cantonale ou communale, ni exercer aucune profession libérale; il ne peut être député du Grand Conseil, ni membre du conseil d'administration d'une société poursuivant un but financier. Des parents ou alliés rapprochés ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat (père et fils; beau-père, gendre et beau-fils; frères et beaux-frères; oncle et neveu par le sang). Un seul membre du Conseil d'Etat peut siéger aux Chambres fédérales.

99) Voici les principales attributions du Conseil d'Etat :

- a) il est chargé de l'administration du pays et du maintien de l'ordre public;
- b) il présente au Grand Conseil les projets de lois et de décrets et propose le budget;
- c) il promulgue et fait exécuter les lois et les décrets;

- d) il rend compte annuellement au Grand Conseil de sa gestion administrative et financière;
- e) il entretient les rapports avec les autorités fédérales et celles des Etats confédérés;
- f) il dispose, dans les limites de la Constitution et des lois fédérales, des forces militaires cantonales;
- g) il nomme, jusqu'au grade de major inclusivement, tous les officiers des unités de troupes cantonales;
- h) il surveille l'administration des communes et des bourgeoisies et peut, après les avoir entendues, suspendre les autorités administratives qui refusent d'exécuter ses ordres;
- i) il nomme les fonctionnaires, employés et agents dont la Constitution ou la loi n'attribuent pas la nomination à une autre autorité;
- j) il accorde les concessions et homologue les transferts de mines.

Le Conseil d'Etat prend part aux discussions du Grand Conseil avec voix consultative.

Vingt-troisième leçon.

Les Départements de l'Etat*.

100) Les affaires de l'administration cantonale sont réparties en huit *Départements*, qui sont actuellement : le Département de l'intérieur, le Département de l'instruction publique, le Département de justice, le Département de police, le Département des finances, le Département militaire, le Département des travaux publics et le Département forestier. A la tête de chaque Département se trouve un Conseiller d'Etat.

Comme il y a cinq conseillers d'Etat pour huit Départements, certains Départements sont dirigés par le même chef. C'est actuellement le cas pour les Départements militaire, forestier et de police; ainsi que pour ceux de l'instruction publique et de justice.

101) Le Département de *l'Intérieur* s'occupe de la surveillance des administrations communales et de l'état civil, des élections et votations, de l'assistance publique, de l'office social, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et du travail, de la police sanitaire du bétail, des poids et mesures, etc.

102) Le Département de *l'Instruction publique* s'occupe de tout ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire, les écoles normales, le personnel enseignant, les apprentissages et les cours professionnels, la bibliothèque et les archives cantonales, les musées, les monuments historiques, le patrimoine artistique, l'encouragement aux lettres, aux arts et aux sciences, etc.;

103) Le Département de *Justice* s'occupe de tout ce qui concerne la législation, les tribunaux, les offices de poursuites et faillites, les chambres pupillaires, le registre du commerce, le barreau, le notariat, la police des étrangers, les naturalisations, les prisons, etc.

Le Département de *Police* s'occupe de la gendarmerie, du service du feu, des automobiles et cycles, de l'hygiène publique, de la chasse, de la pêche, des guides de montagne, etc.

104) Le Département *militaire* s'occupe de ce qui concerne le service et la taxe militaires, le recrutement, les arsenaux et casernes, la protection aérienne, etc.

105) Le Département des *Finances* s'occupe de la comptabilité générale et du budget de l'Etat, de l'économat, de la régle des sels, des droits de concessions

d'hôtels, des patentes pour la vente des boissons alcooliques, des impôts, des amendes, du registre foncier, de la caisse de compensation, etc.

106) Le Département des *Travaux publics* s'occupe des ponts, des routes, des endiguements du Rhône, des rivières et torrents, des forces hydrauliques, des bâtiments de l'Etat, des mines, etc.

Le Département *forestier* s'occupe de tout ce qui concerne les forêts, le marché des bois, etc.

Vingt-quatrième leçon.

Le pouvoir judiciaire.

107) Le pouvoir judiciaire est exercé dans notre canton par les *tribunaux* et les *juges*. On entend par tribunal un *collège de juges* appelés à rendre ensemble la justice. Chaque tribunal et chaque juge sont assistés d'un secrétaire qui porte le nom de *greffier*. Les décisions et sentences de justice s'appellent *jugements* ou *arrêts*.

108) Le pouvoir judiciaire est indépendant. Aucun employé d'Etat, révocable par le gouvernement, ne peut être juge cantonal ou juge-instructeur. La principale qualité requise d'un juge est l'impartialité. Il ne doit pas se montrer plus favorable à ses amis qu'à ses ennemis, aux riches qu'aux pauvres, aux puissants qu'aux faibles, aux partisans du Gouvernement qu'à ses adversaires.

109) Les tribunaux et les juges peuvent être classés en deux catégories :

- a) ceux qui sont chargés de l'administration de la *justice civile*. Ils ont pour mission de juger les différends qui surgissent entre les particuliers

et qui concernent les intérêts privés; comme, par exemple, une livraison de marchandise, le partage d'une succession, l'exécution d'un travail, un règlement de comptes, etc.;

- b) ceux qui sont chargés de l'administration de la *justice pénale*. Ils ont pour mission de rechercher, de juger et de punir, en cas de culpabilité, les individus tombant sous le coup du Code pénal, par exemple les voleurs, les faussaires, les escrocs, les meurtriers, les incendiaires, etc.

110) Les personnes qui recourent aux tribunaux ou qui sont citées en justice, n'ont pas la faculté de procéder comme bon leur semble. Elles doivent suivre une marche nettement déterminée et se conformer à des règles fixes; l'ensemble de ces règles constitue ce qu'on appelle la *procédure*. Comme la connaissance de ces règles et du droit en général exige une formation spéciale, les personnes qui doivent soutenir des procès s'adressent aux spécialistes qui ont reçu cette formation et qu'on appelle *avocats*. Les avocats représentent leurs clients devant les tribunaux et plaident en leur faveur.

111) D'ailleurs, dans les affaires privées, il n'est pas absolument nécessaire de recourir aux tribunaux; si toutes les parties sont d'accord, elles peuvent, par une convention appelée *compromis* remettre à des arbitres le soin de trancher leur différend.

Vingt-cinquième leçon.

Justice pénale.

112) Pour l'administration de la justice pénale, il existe, en Valais, les organes suivants :

- a) les *tribunaux de police*, dans chaque commune,

composés de conseillers communaux et chargés de la répression des larcins ne dépassant pas dix francs, des mauvais traitements par négligence envers les animaux, de contraventions de simple police, etc.;

- b) les *juges-instructeurs* de district, compétents pour juger certains délits (violations du droit pénal), notamment ceux qui sont punis d'emprisonnement de six mois au plus; ils instruisent toutes les causes pénales, etc.;
- c) les *tribunaux d'arrondissement*, compétents pour la répression des délits et des crimes dont la connaissance n'appartient pas aux juges-instructeurs et fonctionnant en outre comme instance d'appel contre les jugements de ces derniers;
- d) le *tribunal cantonal* qui est l'instance d'appel contre les jugements des tribunaux d'arrondissement, et qui est chargé de juger les délits contre l'honneur.

113) Il y a, au pénal, trois tribunaux d'arrondissement. Le premier arrondissement est formé des districts de Conches, de Brigue, de Viège, de Rarogne Oriental et Occidental et de Loèche. Le deuxième arrondissement est formé des districts de Sierre, d'Hérens, de Sion et de Conthey. Le troisième arrondissement est formé des districts de Martigny, d'Entremont, de St-Maurice et de Monthey.

114) Chaque tribunal est formé de trois juges-instructeurs de l'arrondissement respectif. Il se réunit au siège du juge-instructeur du district dans lequel l'affaire est pendante et sous la présidence du juge-instructeur de ce même district. Ainsi, pour juger une affaire de vol commis à Saxon, le tribunal compétent sera celui du 3^{me} arrondissement, composé des juges-instructeurs de Martigny-St-Maurice (un seul ju-

ge pour ces deux districts), d'Entremont et de Montthey. Ce tribunal siégera à Martigny, siège du juge du district auquel appartient Saxon; il sera présidé également par le juge-instructeur du district de Martigny.

115) Quand la violation de la loi pénale est grave et qu'elle trouble sérieusement l'ordre établi, la justice doit la *poursuivre d'office*. Cela signifie que, dès qu'elle a connaissance du délit, l'autorité judiciaire, de son propre mouvement, doit ouvrir une enquête pour en rechercher et punir l'auteur responsable. Par contre, lorsqu'il s'agit d'infractions moins graves, la justice pénale n'agit que sur *plainte* de la personne lésée. La loi fixe quelles sont les infractions à poursuivre d'office ou sur plainte. Dans toutes les causes pénales, la Société est représentée par son avocat, désigné sous le nom de *Rapporteur* ou de *Représentant du Ministère public*. C'est lui qui propose la nature et le degré de la peine à appliquer.

116) Les tribunaux prononcent en matière pénale différentes peines suivant la nature et la gravité des délits. Ces peines sont notamment : l'amende, les arrêts, la confiscation, l'expulsion, l'emprisonnement, la réclusion. Le code pénal suisse prévoit aussi la privation des droits civiques, la déchéance de la puissance paternelle, la destitution d'une fonction, l'interdiction d'une profession, le renvoi dans une maison d'internement, dans un asile, dans une maison d'éducation au travail, etc.

Vingt-sixième leçon.

Justice civile.

117) L'administration de la justice civile est confiée aux organes suivants :

a) le *juge de commune* chargé des préliminaires

de conciliation et des causes ne dépassant pas 100 Fr. et auquel nous avons réservé une leçon spéciale. (Onzième leçon.)

- b) le *juge-instructeur de district*. Il tranche *sans appel* toutes les causes dont la valeur est supérieure à 100 francs mais inférieure à 500 francs. Il tranche, sous *réserve d'appel*, les questions de servitude et toutes les causes dont la valeur est de 500 francs mais n'atteint pas 4000 francs.

Il prononce définitivement sur les recours, pour cause de nullité ou de violation manifeste de la loi, qui lui sont adressés contre les jugements des juges de commune. Il a en outre de nombreuses attributions déterminées notamment par la loi valaisanne d'exécution sur la poursuite pour dettes et la faillite, celle d'application du code civil suisse, etc.

- c) Le *tribunal cantonal* fonctionnant comme tribunal de première instance, d'appel et de cassation auquel nous réservons une leçon spéciale.

118) Le nombre des juges-instructeurs est fixé à neuf. Les districts de Loèche, de Sierre, de Sion, d'Entremont et de Monthey ont chacun un juge siégeant au chef-lieu. Les districts de Conches, de Rarogne-Oriental et de Brigue ont ensemble un juge-instructeur siégeant à Brigue; ceux de Viège et de Rarogne-Occidental, un juge-instructeur siégeant à Viège; ceux d'Hérens et de Conthey, un juge-instructeur siégeant à Sion; ceux de Martigny et de St-Maurice, un juge-instructeur siégeant à Martigny-Ville, et à St-Maurice pour les causes pendantes dans ce dernier district.

119) Chaque juge-instructeur est assisté d'un greffier et a un suppléant. Les juges-instructeurs et leurs substituts sont nommés tous les quatre ans par le Tribunal cantonal.

Vingt-septième leçon.

Le Tribunal cantonal.

120) Le *Tribunal cantonal* exerce le pouvoir judiciaire suprême dans le canton. Il n'a, au-dessus de lui, que le Tribunal fédéral auquel on peut, dans de nombreux cas, recourir contre les jugements du tribunal cantonal.

121) Le Tribunal cantonal est composé de $2\frac{2}{3}$ juges et de trois suppléants, nommés tous les quatre ans par le Grand Conseil, à la session de mai. Il a un président et un vice-président choisis dans son sein, toutes les années, par le Grand Conseil à la session de mai également. Il a en outre un secrétaire (avec un adjoint) appelé greffier, pris en dehors, et nommé par le Tribunal lui-même pour la durée de ses fonctions. Les membres du Tribunal cantonal doivent connaître les deux langues nationales valaisannes : le français et l'allemand.

122) Le Tribunal cantonal a une nature et des compétences très diverses. Il est tout à la fois un tribunal pénal et un tribunal civil, un tribunal de première instance, un tribunal d'appel, un tribunal de cassation.

123) *En matière civile*, le Tribunal cantonal :

- a) comme *tribunal de première instance*, connaît de toutes les causes dont la valeur atteint 4000 francs, de toutes les causes dont la valeur ne peut être évaluée et de toutes celles qui peuvent être portées, après coup, devant le Tribunal fédéral. Il connaît de même de certaines affaires qui lui sont réservées, comme, par exemple, les procès civils en matière de brevets d'invention, de marques de fabriques et de commerce, de propriété littéraire et artistique, etc.;

- b) *comme tribunal d'appel*, il connaît des jugements rendus par les juges-instructeurs dans les questions de servitude et dans les causes dont la valeur est de 500 fr. mais n'atteint pas 4000 fr.;
- c) *comme tribunal de cassation*, il connaît des recours pour cause de nullité contre les jugements des juges-instructeurs.

En matière pénale, le Tribunal cantonal est l'instance d'appel contre les jugements des tribunaux d'arrondissement, et il est chargé de juger des délits contre l'honneur.

124) En outre, le Tribunal cantonal a des compétences pour la répression des infractions en matière de denrées alimentaires; il fonctionne également, comme tribunal des assurances, en exécution de la loi fédérale sur les assurances en cas de maladie et d'accidents; il exerce la haute surveillance sur les offices des poursuites et faillites, ainsi que sur les juges-instructeurs, etc.

125) Le Tribunal cantonal présente chaque année au Grand Conseil par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, un rapport sur les différentes parties de l'administration judiciaire.

Vingt-huitième leçon.

L'Instruction publique*.

126) L'avenir d'un pays démocratique dépend, dans une large mesure, du degré d'instruction des citoyens. Il importe donc que l'Etat voue une grande sollicitude à l'enseignement à tous ses degrés, spécialement à l'instruction primaire.

127) Il y a trois degrés d'enseignement : l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur. *L'enseignement primaire* donne à tous les enfants un minimum d'instruction nécessaire à tout le monde et absolument indispensable dans la vie. *L'enseignement secondaire* donne à un certain nombre d'enfants une formation intellectuelle et morale plus complète en vue de les préparer, soit à la vie pratique, soit aux études supérieures. *L'enseignement supérieur*, enfin, confère à un petit nombre la haute culture scientifique et littéraire.

128) Nous connaissons aussi l'enseignement professionnel qui vise la formation pratique de l'élève dans le métier qu'il a choisi.

A un autre point de vue, on distingue encore l'enseignement public qui se donne dans les établissements officiels de l'Etat ou des communes, et l'enseignement libre ou privé qui se donne dans des écoles particulières.

129) En Valais, il y a une ou plusieurs écoles primaires dans chaque commune. Le nombre total des écoles et classes primaires dépasse actuellement 700. L'enseignement primaire est obligatoire de 7 à 15 ans, et il est gratuit dans les écoles publiques. A l'enseignement primaire se rattachent les cours complémentaires que suivent les jeunes gens depuis leur émancipation de l'école primaire jusqu'à l'âge de 19 ans. L'enseignement primaire est placé sous la surveillance d'*inspecteurs* nommés par le Conseil d'Etat.

130) L'enseignement secondaire est donné dans les écoles publiques suivantes :

a) *école moyenne* (Sion, filles) ;

b) *écoles industrielles inférieures* (Brigue, Sion, Monthey et Bagnes) ;

- c) *collèges classiques* de Brigue, de Sion et de St-Maurice; *classes littéraires* de Bagnes;
- d) *école industrielle supérieure* de Sion, avec *section technique* et *section commerciale* ou *Ecole supérieure de commerce*.

Il y a en outre des *Ecoles de commerce* pour jeunes gens à Sierre et à St-Maurice, et pour jeunes filles à Sion, à Brigue et à Sierre; deux *écoles normales* à Sion, pour la formation des instituteurs des deux langues et des institutrices de langue française, et une *école normale* à Brigue, pour la formation des institutrices de langue allemande.

131) La formation professionnelle des futurs agriculteurs, si importante dans un canton essentiellement agricole comme le nôtre, est confiée à l'*Ecole cantonale d'agriculture de Châteauneuf*, inaugurée en 1923 et à l'école d'agriculture de Viège. A l'école de Châteauneuf sont annexées une *école ménagère rurale*, destinée surtout aux jeunes filles de la campagne et une *école d'horticulture*.

Il y a en outre, en Valais, de nombreuses écoles ménagères, notamment la Section ménagère de l'Ecole normale des institutrices, à Sion; des cours professionnels, industriels et commerciaux. Nous n'avons pas en Valais d'établissement *d'enseignement supérieur* ou *Université*. Mais il y a en Suisse 7 Universités, nombre remarquable pour un petit pays. Ce sont celles de Bâle, fondée en 1460 par le pape Pie II, de Berne, de Genève, de Fribourg, de Lausanne, de Neuchâtel et de Zurich. Il y a en outre dans cette dernière ville une *école polytechnique fédérale*. Il existe à St-Gall une *université commerciale*. Toute université complète possède cinq facultés : théologie, droit, médecine, lettres et sciences.

Vingt-neuvième leçon.

Les dépenses et les ressources de l'Etat*.

132) Le canton a besoin de beaucoup d'argent pour faire face à l'administration générale, à l'instruction et aux travaux publics. En outre, l'Etat doit soutenir l'agriculture, l'industrie, le commerce, les arts et métiers, bref, toutes les branches de l'économie publique. Il doit fonder ou subventionner des institutions de bienfaisance et d'éducation pour l'enfance malheureuse; favoriser par des subsides l'établissement d'hôpitaux, de cliniques et d'infirmières de district. De plus en plus, et de toutes parts, l'Etat est sollicité par des œuvres d'utilité publique.

133) Les dépenses du canton sont couvertes :

- a) par les revenus de la fortune publique. Cette fortune consiste en immeubles, titres et capitaux;
- b) par le produit des régales. On entend par là certains droits exclusifs, réservés autrefois à la royauté (*rex, regis*) et aujourd'hui à tout Etat souverain. Ce sont, pour le canton, la vente du sel, la concession et l'exploitation des mines, la chasse et la pêche, les concessions des forces hydrauliques du Rhône et des grèves du Léman;
- c) par les droits du fisc et les revenus divers. On comprend sous cette désignation les héritages dévolus au fisc, les droits d'auberge et d'enseignement, les droits de naturalisation, les émoluments de chancellerie, de justice, ceux des actes administratifs, les amendes diverses, etc.;
- d) par les indemnités, subventions, *répartitions* fédérales (par exemple subventions fédérales à l'école primaire, à l'enseignement professionnel,

pour l'agriculture, participation à certains impôts fédéraux : impôts pour la défense nationale, sur les bénéfices de guerre, etc.;

- e) par les impôts et la participation aux bénéfices de la Banque cantonale.

Trentième leçon.

— L'impôt*.

134) On appelle *impôt*, une contribution pécuniaire prélevée par l'Etat ou la commune, sur les habitants, afin de pourvoir aux divers services publics. Celui qui doit payer cette contribution s'appelle contribuable.

On distingue plusieurs sortes d'impôts : notamment l'impôt *direct* et l'impôt *indirect*; l'impôt de *capitation*, l'impôt *proportionnel* et l'impôt *progressif*.

135) L'*impôt direct* est celui qui est prélevé sur la fortune et le revenu du contribuable. En Valais, le canton et les communes perçoivent des impôts directs. L'*impôt indirect* est celui qui frappe ou bien des marchandises ou des objets que consomme le contribuable, ou bien des actes et des transactions qu'il accomplit (achats, ventes).

Tels sont les droits d'entrée prélevés par la Confédération sur diverses marchandises, et les droits de timbre et d'enregistrement.

136) L'*impôt de capitation* est un impôt unique et uniforme qui frappe tous les contribuables, sans égard à leur fortune, et en raison même de leur personne et de leur existence.

137) On appelle *impôt proportionnel* celui dont le taux est invariablement le même pour tous les contribuables. Ainsi, en supposant que l'impôt soit de 2 ‰ la personne qui possède une fortune imposable de 150,000 francs payera 300 francs, et celle qui possède 15,000 payera 30 fr., c'est-à-dire exactement la même proportion.

On appelle *impôt progressif* celui dont le taux varie et croît à mesure que les facultés du contribuable sont plus grandes. Ainsi, celui qui possède une fortune imposable de 150,000 fr. payera par exemple 4 ‰ ce qui fait 600 fr., tandis que celui qui possède 15,000 francs ne payera que 2 ‰, soit 30 francs.

138) En Valais, la « progressivité » existe pour l'impôt cantonal sur la fortune et sur le revenu. Ce système est bien plus équitable que l'impôt proportionnel qui exige, sans discernement, la même proportion du riche contribuable et du petit propriétaire, du gros industriel et du modeste employé. Mais il ne faudrait pas aller trop loin et rejeter la totalité des impôts sur les classes riches. En somme, considéré à un certain point de vue, l'impôt n'est que le prix des avantages que l'Etat procure à ses habitants. Or, comme chacun participe à ces avantages, il est juste aussi que chacun paie l'impôt.

139) On entend par *minimum d'existence* une somme fixe qu'avant de calculer l'impôt, on déduit des petites fortunes et des revenus modestes. On désigne, sous le même nom, certaines réductions opérées sur la fortune des veuves, des orphelins et des invalides, ou sur le revenu des contribuables mariés, chargés, d'un ou de plusieurs jeunes enfants.

CINQUIEME PARTIE

La Confédération

Nous venons de voir que le canton du Valais est un Etat, et nous en avons étudié les institutions. Cependant, la souveraineté de l'Etat cantonal n'est pas totale et illimitée. Le canton, en effet, est membre et partie intégrante d'un Etat plus grand et plus important : la Confédération. C'est à cet état central que tous les cantons suisses ont abandonné une partie de leur souveraineté et de leurs droits. Ils l'ont fait autant dans leur propre intérêt qu'en vue de la prospérité commune.

Septième lecture.

La Suisse.

Il règne aujourd'hui dans le monde, je ne sais quelle fièvre d'unité. Il faut souhaiter que nous n'en soyons jamais atteints. L'originalité de la Suisse, la loi et la raison d'être de son existence sont dans l'autonomie de chacune de ces patries serrées en un faisceau, grâce à laquelle la vie politique pénètre jusque dans les vallées les plus reculées, multiplie les centres actifs et appelle à l'éducation de la liberté les hameaux ignorés aussi bien que les villes populeuses. Le pur esprit de démocratie ferait facilement bon marché de ces autonomies locales, pour peu qu'une majorité y vit le moyen de réaliser, par exemple, quelque progrès matériel ou administratif. L'esprit de liberté

portera à toutes le même intérêt, et il n'aura pas de plus vif désir que de les voir également vivantes, énergiques, malaisées à absorber.

* * *

La Suisse n'est pas un de ces pays qui existent nécessairement, comme l'Espagne ou l'Angleterre. Elle n'est pas non plus une de ces nations qui, fortes de l'unité du sang et de la race, aspirent fatalement à devenir un tout, comme l'Allemagne ou l'Italie. La Suisse n'existe que parce que les Suisses le veulent; les Suisses ne le voudront qu'autant qu'ils auront intérêt à le vouloir; ils n'auront intérêt à le vouloir que par la liberté. Toute question de liberté touche pour nous une question d'existence. La nature nous a octroyé ce dangereux privilège de ne pouvoir être que si nous savons être libres. Elle a préparé sur notre sol le plus beau des triomphes de la liberté ou la plus sensible de ses défaites.

(Eug. Rambert : **Etudes historiques et nationales.**)

Trente et unième leçon.

Evolution du système politique de la Suisse*.

140) Il ne faut pas croire que la Confédération suisse s'est faite d'emblée telle que nous la voyons aujourd'hui. Elle est, au contraire, le résultat d'une lente évolution qui l'a conduite de *l'alliance perpétuelle à la Confédération d'Etats* proprement dite, puis à *l'Etat fédératif*, sans lui épargner le choc violent de la Révolution française.

141) Nous trouvons l'origine et la base de notre système politique dans l'alliance perpétuelle que contractèrent Uri, Schwytz et Unterwald, le 1er août 1291, pour la sauvegarde de leurs libertés ou franchises menacées par la maison d'Autriche. Cette alliance,

qui n'était d'ailleurs que la confirmation d'engagements antérieurs et temporaires, fut renouvelée à son tour par le Pacte de Brunnen en 1315.

142) Par des traités successifs, l'alliance perpétuelle s'étendit à d'autres pays; l'admission de Berne en 1353, et celle d'Appenzell en 1513 portèrent à huit, puis à treize le nombre des cantons confédérés. La Confédération des treize cantons ne subit aucune modification territoriale pendant près de trois siècles.

143) Encouragés par leurs victoires, animés d'une confiance réciproque et forts de la protection divine, les Confédérés s'appliquèrent à resserrer les liens de leur système politique, et conclurent à cet effet des traités importants, entre autres la Charte dite des prêtres (1370) et le Convent de Sempach (1393). Le premier traité exige de tout étranger voulant habiter la Suisse un serment politique, non plus seulement envers tel ou tel canton, mais envers la Confédération tout entière; le deuxième contient des dispositions sur l'organisation militaire et la discipline dans l'armée. Les Confédérés prennent en outre l'habitude d'envoyer périodiquement des représentants à une Diète où se débattent certains intérêts communs, mais qui est encore dépourvue de toute autorité souveraine sur les Etats cantonaux.

144) Ce régime, connu sous le nom d'ancienne Confédération, dura de 1291 à l'année 1798 où, brusquement, sans aucune transition, il fit place à un Etat unitaire : « la République helvétique une et indivisible », copié sur les institutions françaises, au mépris de nos aspirations fédéralistes fondées sur la nature même de notre pays et consacrées par cinq siècles d'histoire.

145) Aussi la République helvétique n'eut-elle qu'une existence éphémère. En 1803, l'Acte de Médiation, donné par Napoléon, rendit à la Suisse une

organisation fédérative comprenant dix-neuf cantons. Puis, après la chute de l'empereur, notre pays retourna au régime antérieur à la Révolution, c'est-à-dire à la Confédération d'Etats reposant, cette fois, sur un traité unique, le Pacte fédérale de 1815. Celui-ci fit place, à son tour, à la Constitution fédérale de 1848, issue d'un grand mouvement libéral et démocratique. En dehors des progrès remarquables qu'il a réalisés dans les domaines les plus divers, *l'Etat fédératif suisse*, a montré, d'une manière éclatante, sa cohésion, sa force et sa valeur pendant les guerres mondiales de 1914 et de 1939.

Trente-deuxième leçon.

L'Etat fédératif suisse.

146) La Constitution de 1848, renforcée par celle de 1874, a transformé définitivement notre pays en un *Etat fédératif*, république démocratique mixte. Les cantons ont renoncé à certaines de leurs prérogatives souveraines en faveur de l'Etat central, par exemple en ce qui concerne la défense nationale, les postes, les télégraphes, les téléphones, les chemins de fer, les monnaies, les douanes, la régle des poudres, le droit civil et commercial, la législation industrielle, etc. Ainsi, le pouvoir central est à même de maintenir l'ordre à l'intérieur, d'accroître la prospérité commune, et de protéger l'indépendance et les droits de la Confédération.

147) Dans cet Etat plus homogène, il n'y a plus seulement aujourd'hui des citoyens de différents cantons, mais il y a un *peuple suisse*. Depuis 1848, les représentants du peuple suisse siègent au Conseil national, pendant que, conformément aux traditions de l'an-

cienne Confédération, les délégués des cantons forment le Conseil des Etats. Cependant, les membres du Conseil des Etats ne reçoivent plus de mandat impératif, comme c'était le cas dans l'ancienne Diète.

148) Comme nous l'avons vu pour le Canton, les pouvoirs de la Confédération sont séparés. Le Conseil national et le Conseil des Etats forment l'Assemblée fédérale qui exerce le pouvoir législatif. Le pouvoir exécutif est confié au Conseil fédéral, et le pouvoir judiciaire, au Tribunal fédéral.

149) Berne a été désignée comme ville fédérale. L'administration fédérale y est concentrée en grande partie au Palais fédéral. Les trois langues allemande, française et italienne sont langues nationales et *officielles* au même titre. Toutes les lois et ordonnances fédérales paraissent dans ces trois langues. Le romanche a aussi été élevé à la dignité de langue nationale, ce qui prouve que le respect des minorités est un bel apanage de la démocratie.

Trente-troisième leçon.

Assemblée fédérale.

150) Sous réserve des droits du peuple et des cantons, l'Assemblée fédérale est l'autorité législative et suprême de la Confédération. Les deux Conseils dont elle se compose siègent à Berne, au Palais fédéral. Ils doivent se réunir en session ordinaire en juin et en décembre; mais depuis la guerre, ils tiennent régulièrement quatre sessions par an. Ils peuvent être convoqués en outre soit par le Conseil fédéral, soit sur la demande du quart des membres du Conseil national ou sur celle de cinq cantons.

151) Le Conseil national est élu par le peuple, tous les quatre ans, d'après le système proportionnel, à raison d'un député sur 22,000 âmes de population. Sont éligibles tous les électeurs suisses laïques, jouissant de la plénitude de leurs droits civiques. Le Conseil des Etats se compose de 44 députés, soit de deux par canton, ou d'un par demi-canton. Les deux députés valaisans sont élus par le peuple, pour une durée de quatre ans. Ils sont indemnisés par le Canton, tandis que les Conseillers nationaux le sont par la Caisse fédérale. Chaque Conseil nomme son bureau pour une année. Dans la règle, les séances de l'Assemblée fédérale sont publiques.

152) Voici les principales attributions de ces deux Conseils :

- a) ils sont chargés de l'élaboration des lois fédérales;
- b) ils s'occupent des alliances et des traités avec les autres Etats;
- c) ils disposent de l'armée fédérale. Ils prennent des mesures pour la sûreté extérieure et intérieure de la Suisse, ainsi que pour le maintien de son indépendance et de sa neutralité; ils sont seuls compétents pour les déclarations de guerre et pour la conclusion de la paix;
- d) ils établissent le budget fédéral; ils peuvent seuls autoriser des emprunts;
- e) ils ont la haute surveillance de l'administration et de la justice fédérales;
- f) ils accordent ou refusent la garantie aux Constitutions cantonales;
- g) ils peuvent procéder à la revision de la Constitution fédérale, sous réserve de l'approbation du peuple suisse et de celle des cantons;
- h) ils exercent le droit de grâce et d'amnistie;

- i) ils discutent les rapports de gestion du Conseil fédéral.

153) Le Conseil national et le Conseil des Etats délibèrent séparément; une loi fédérale ne peut être mise en vigueur que lorsqu'elle a été approuvée par les deux Chambres. Cet accord est parfois difficile à obtenir, mais il constitue une garantie pour les droits des citoyens. Les deux Chambres se réunissent pour délibérer en commun en Assemblée fédérale, sous la direction du président du Conseil national, lorsqu'il s'agit de nommer le Conseil fédéral, le président de la Confédération, le Tribunal fédéral, le président du Tribunal fédéral, le Tribunal fédéral des assurances, le président de ce Tribunal, le chancelier de la Confédération, le général en chef; de même pour exercer le droit de grâce ou d'amnistie, pour prononcer sur un conflit de compétence entre autorités fédérales. La majorité des membres votants des deux Conseils décide.

Trente-quatrième leçon.

Conseil Fédéral.

154) Le *Conseil fédéral* exerce l'autorité exécutive supérieure de la Confédération; il se compose de sept membres nommés pour quatre ans par l'Assemblée fédérale. Tout électeur laïque est éligible; toutefois il ne peut être nommé plus d'un conseiller fédéral dans un même canton. Le Président du Conseil fédéral, nommé pour un an par l'Assemblée fédérale (et non immédiatement rééligible), porte le titre de *Président de la Confédération*. Les Conseillers fédéraux sont indemnisés par la Caisse d'Etat fédérale. Le secrétaire du Conseil fédéral porte le nom de Chancelier de la Confédération.

155) Les *Conseillers fédéraux* ne peuvent exercer d'autres occupations que celles qui sont relatives à leurs hautes fonctions. Ils doivent résider à Berne. Ils ne peuvent valablement délibérer que lorsque quatre membres au minimum sont présents. Ils assistent aux séances des Chambres fédérales avec voix consultative.

156) Chaque conseiller fédéral est à la tête d'un département, c'est-à-dire d'une division administrative. Les sept *départements fédéraux* sont : 1) le département politique; 2) le département de l'intérieur; 3) le département de justice et police; 4) le département militaire; 5) le département des finances et des douanes; 6) le département de l'économie publique; 7) le département des postes et des chemins de fer.

157) Voici les principales attributions du Conseil fédéral :

- a) il fait exécuter la Constitution, les lois et les arrêtés de la Confédération, ainsi que les jugements du Tribunal fédéral;
- b) il présente les projets de lois ou d'arrêtés à l'Assemblée fédérale;
- c) il nomme un grand nombre de fonctionnaires fédéraux et surveille leur gestion;
- d) il veille à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité; il représente le pays vis-à-vis de l'étranger et entretient des rapports avec les autres Etats;
- e) il veille à l'ordre intérieur de la Suisse;
- f) il dirige l'organisation militaire, les postes, le télégraphe, le téléphone, les douanes; surveille les administrations de chemins de fer, etc.;
- g) il administre les finances de la Confédération, présente chaque année un rapport de gestion, le budget fédéral, et rend compte des recettes et des dépenses.

Huitième lecture.

Le Président de la Confédération.

Le Président de la Confédération est le grand élu de la démocratie, et son prestige en est extraordinairement accru. Dans les monarchies héréditaires, le Chef de l'Etat peut n'être qu'une intelligence médiocre, inapte à comprendre le sens véritable de sa mission et à l'exercer pour le plus grand bien du pays. Quand s'établissent des dictatures, le chef peut être un soldat heureux ou un démagogue fascinateur, mais il ne représente généralement qu'une faction victorieuse, qui lui réclame des avantages et des privilèges au mépris des vaincus et de l'égalité entre citoyens.

Le mode de l'élection indirecte, tel qu'il est pratiqué en France et chez nous est le plus sage et le plus sûr, à condition qu'on ne lie pas celui qui est revêtu du pouvoir par des conventions traditionnelles qui le privent de toute autorité véritable. En France, la présidence prend un homme très en vue, pour le réduire à un rôle purement représentatif, où un peu de bonne grâce et une grande facilité de parole suffisent. Le président français, lorsque, comme c'est presque toujours le cas, en face de lui se trouve un Chef du Conseil résolu, se voit en réalité annihilé. Il est destiné à apposer sa signature aux décisions des autres; il peut présenter des observations; mais il ne peut imposer son avis et, tant que dure un ministère, il n'en est que l'obéissant serviteur.

Le Président de la Confédération suisse n'a aucune attribution importante nouvelle; mais il garde toute son activité de chef de Département. Il est pour un an le premier homme de la plus vieille république; il incarne la stabilité de nos traditions, chaque citoyen qui le voit passer le considère comme une émanation de la démocra-

tie collective, comme le magistrat supérieur librement choisi, selon le jeu de nos institutions, pour personnifier notre souveraineté populaire.

Chacun de nos sept conseillers fédéraux monte à son tour au fauteuil présidentiel. C'est un honneur qu'ils apprécient sans avoir à l'ambitionner. Ils exercent simplement et dignement cette fonction qui les met encore en plus fréquent contact avec la vie publique.

On ne saurait assez rendre hommage aux mérites de nos hauts magistrats, à la patience et au dévouement qu'ils doivent mettre en œuvre pour une besogne qui, par elle-même exige déjà des capacités hors ligne. Si tout pouvait se faire selon leurs vues, ils jugeraient leur besogne relativement facile. Mais la démocratie est une personnalité exigeante. Elle a aussi quelquefois un bandeau sur les yeux; elle ne voit pas toujours son véritable bien; elle est capricieuse et passionnée, ne reconnaissant que lorsqu'il est trop tard la voie qu'il fallait suivre et qu'on lui indiquait en vain.

Un Conseiller fédéral n'est pas maître absolu dans son département; il doit subir le contrôle et la contradiction de ses collègues. Le public n'a pas à se plaindre de cet état de fait, car les critiques sont utiles et, quand les avis sont partagés, c'est une garantie que le problème aura été mieux étudié. La préparation des lois et des messages, l'obligation de répondre aux interpellations qui se produisent au Conseil National et au Conseil des Etats, la justification de leurs actes et de leurs projets sont pour les conseillers fédéraux un surcroît d'occupations et de soucis, durant les fréquentes et longues périodes de la réunion des Chambres.

Enfin, tout le long de l'année, chacun d'eux est sollicité de nombreuses fois de paraître et de parler, dans les multiples manifestations de la vie publique en nos divers cantons; il ne peut se dérober aux nombreuses invitations qu'il reçoit, sans désobliger le sentiment de

la démocratie. A Berne même, leurs bureaux sont assiégés par ceux qui tiennent à leur présenter personnellement leurs requêtes et qui n'admettraient pas qu'on songeât à écourter leurs exposés. Il faut, à ce propos, rendre pleine justice à nos magistrats qui se montrent les plus abordables, les plus simples et les plus accueillants du monde.

Pour faire face à tous ces devoirs, un homme d'Etat doit user d'une énergie et d'une volonté toujours renouvelées. Dans les grands pays, il est, au bout de quelques semaines, soumis à un réel surmenage. Mais là, les crises ministérielles surgissent pour délivrer les titulaires de leur fardeau. Chez nous, si la besogne n'est pas aussi astreignante, elle est plus durable. Généralement même, elle ne cesse qu'avec la mort, car, quand on devient conseiller fédéral, c'est pour la vie entière, le peuple n'admettant pas bien que, à moins de circonstances exceptionnelles, celui qui se trouve investi de sa confiance quitte son emploi pour une position qui lui offre un repos même très mérité. Nos conseillers fédéraux auraient tous l'occasion d'exercer, dans les grandes administrations, des capacités dont ils ont fait la preuve surabondante, et ils s'y livreraient dans des conditions fort lucratives. Mais ce sont là des déterminations qu'ils ne prennent qu'à contre-cœur, car ils apprécient à sa haute valeur l'honneur de servir leurs concitoyens. Nous leur devons de la reconnaissance pour ce beau dévouement.

(De « **La Liberté** » du 11 décembre 1924.)

— Trente-cinquième leçon.

Les finances fédérales*.

158) Pour subvenir aux dépenses de son administration, la Confédération dispose des ressources suivantes :

- a) du produit de la fortune fédérale consistant en immeubles, biens mobiliers et capitaux;
- b) du produit des péages fédéraux (droits de douane), qui constitue le facteur le plus important des recettes fédérales;
- c) du produit des postes et des télégraphes;
- d) du produit de la régle des poudres; ^{monopole sur alcool, tabac}
- e) de la moitié du produit brut des taxes militaires perçues par les cantons;
- f) des contributions des cantons; mais loin d'y avoir recours, la Confédération accorde aux cantons d'abondantes et larges subventions;
- g) du produit des droits de timbre sur les titres, les effets de change et les quittances de primes d'assurances;
- h) du produit de l'impôt sur les coupons des titres, actions et obligations, et sur d'autres revenus.

159) La Confédération possède aussi le monopole de l'alcool qui s'étend à la fabrication, à la rectification, à la vente et à l'importation des boissons distillées. Est autorisée cependant, dans les distilleries domestiques existantes ou dans les distilleries ambulantes, la production non industrielle des eaux-de-vie de fruits et de déchets de fruits, de cidre, de vin, de marc de raisins, de lie de vin, de racines de gentiane et d'autres matières analogues. Cette autorisation est strictement limitée aux matières provenant de la récolte indigène du producteur, ou de la cueillette, à l'état sauvage, dans l'intérieur du pays. L'eau-de-vie ainsi obtenue, nécessaire au ménage et à l'exploitation agricole du producteur est exempte d'impôt.

160) La moitié des recettes nettes que la Confédération retire de l'imposition des boissons distillées est répartie entre les cantons, proportionnellement à leur population de résidence ordinaire. Chaque canton est

tenu d'employer au moins 10 % de sa part pour combattre l'alcoolisme dans ses causes et dans ses effets.

161) Pendant longtemps, la Confédération n'a pas perçu d'impôt direct. Pour subvenir aux grandes dépenses de la mobilisation de guerre, elle prélève un *impôt* et un *Sacrifice* pour la défense nationale.

Impôt à la source sur les capitaux non déclarés.
Impôt indirect sur la benzine.

Trente-sixième leçon.

Le Tribunal fédéral et le Tribunal fédéral des assurances*.

162) Le pouvoir judiciaire de la Confédération est exercé :

- a) par le *Tribunal fédéral* qui a son siège à Lausanne;
- b) par le *Tribunal fédéral des assurances* qui a son siège à Lucerne.

163) Le *Tribunal fédéral* est nommé par l'Assemblée fédérale. Il est composé de vingt-six juges et de neuf suppléants. Sont éligibles tous les électeurs suisses laïques et ayant droit de voter. Il juge, en matière civile, les différends qui se produisent dans certaines circonstances ou conditions :

- a) entre la Confédération et les cantons;
- b) entre la Confédération et les particuliers ou les corporations;
- c) entre les cantons et les corporations ou les particuliers;
- e) il fonctionne aussi comme instance de recours contre certains jugements des tribunaux cantonaux (à partir de 4000 fr., inclusivement, en principe).

164) En matière pénale, le Tribunal fédéral juge : 1) les cas de trahison, de révolte ou de violence contre l'autorité fédérale; 2) les crimes et délits contre le droit de gens; 3) les crimes et délits politiques; 4) les faits relevés à la charge des fonctionnaires fédéraux, lorsque l'autorité fédérale en saisit le Tribunal fédéral. De plus, en matière administrative, il juge les contestations entre l'autorité administrative fédérale et les particuliers.

165) Il est, en outre, appelé à se prononcer dans un grand nombre de cas qu'il serait trop long d'énumérer ici. Les fonctions de juge au Tribunal fédéral sont incompatibles avec tout autre emploi ou profession. Les juges sont élus pour six ans. Peut être appelé à remplir les fonctions de juré tout citoyen suisse laïque et ayant le droit de voter.

166) Le *Tribunal fédéral des assurances* comprend cinq juges et cinq suppléants, élus pour six ans par l'Assemblée fédérale. Ce tribunal tranche les contestations concernant l'assurance militaire ainsi que l'assurance en cas de maladie et d'accidents. *A.V.S.*

Trente-septième leçon.

Organisation militaire.

167) Tout citoyen suisse âgé de 20 à 60 ans, doit le *service militaire*. Chaque soldat reçoit de la Confédération un armement et un équipement. L'arme reste entre les mains du soldat. Les citoyens qui n'accomplissent par le service personnel sont soumis à l'impôt militaire. Cet impôt est proportionné à leur fortune et à leur revenu.

168) L'armée suisse est chargée d'assurer la défense de la patrie contre l'étranger et le maintien de l'ordre intérieur. Elle constitue une *armée de milices*;

la Confédération n'a pas de troupes permanentes, sauf pour les garnisons de forteresse. Le soldat suisse est astreint à une école de recrues et à un certain nombre de cours de répétition.

169) L'armée fédérale est composée de diverses armes : infanterie, cavalerie, artillerie, génie, troupes légères, aviation, défense contre avions, service de santé, service vétérinaire, subsistances, transports automobiles, train.

Les différents *grades* d'officiers sont, dans l'ordre hiérarchique : le lieutenant, le premier-lieutenant, le capitaine, le major, le lieutenant-colonel, le colonel, le colonel divisionnaire, le colonel commandant de corps.

En cas de mobilisation générale, l'Assemblée fédérale nomme le *général* qui est investi du commandement suprême de l'armée.

170) Les hommes sont recrutés à 19 ans, même à 18 ans en temps de guerre. De l'âge de 20 à 32 ans, les soldats font partie de l'*élite*; de 33 à 40 ans, de la *landwehr*; de 41 à 48 ans, du *landsturm* et ensuite des services complémentaires. Les obligations militaires cessent une fois atteint l'âge de 60 ans.

Les hommes astreints au service militaire, non incorporés dans l'une des trois classes de l'armée, mais reconnus aptes aux travaux accessoires de la défense nationale, sont affectés aux *services complémentaires*.

171) L'armée suisse a un effectif d'environ 330,000 hommes (en 1922). En y ajoutant les services complémentaires qui comptent environ 180,000 (en 1921) on arrive à un effectif total dépassant 500,000 hommes.

La justice militaire est exercée par les tribunaux militaires. Pendant la durée du service militaire, la Confédération assure les soldats contre les maladies et les accidents.

Trente-huitième leçon.

Les relations internationales*.

172) Chaque Etat est intéressé à savoir ce qui se passe dans les autres Etats, spécialement au point de vue politique et commercial. C'est pourquoi la plupart des nations entretiennent des *agents diplomatiques* dans les pays avec lesquels elles ont de fréquents rapports. Ces hauts fonctionnaires représentent le gouvernement de leur pays et le tiennent au courant des événements qui surgissent dans l'Etat où ils résident; ils doivent aussi chercher à conserver entre les deux pays des relations amicales et à sauvegarder les intérêts de leurs compatriotes. Les agents diplomatiques sont divisés en quatre classes, suivant leur importance : *ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, ministres résidents, chargés d'affaires*. Le droit des gens ou droit international public est l'ensemble des règles qui régissent les rapports des Etats entre eux.

173) La Suisse n'envoie pas d'ambassadeur, mais des ministres plénipotentiaires et des ministres résidents.

Tout le personnel diplomatique suisse (ministres, conseillers de légation, secrétaires, etc.) est nommé par le Conseil fédéral.

Les agents diplomatiques jouissent de *l'immunité diplomatique*- c'est-à-dire de l'inviolabilité.

174) De nombreuses puissances ont accrédité (c'est-à-dire installé régulièrement) des agents diplomatiques en Suisse.

De tous les pays, la France seule est représentée par un ambassadeur; le Saint-Siège a accrédité un ministre appelé *nonce*.

175) Les *consuls* ne sont pas des agents diplomatiques et ne jouissent pas, par conséquent, des privilèges des ministres. Ils ont pour mission de protéger leurs nationaux et de veiller aux intérêts commerciaux de leur pays. La Suisse a des consuls dans les principales villes commerçantes du monde.

176) On distingue les *consuls de carrière* et les *consuls honoraires*. Les premiers consacrent tout leur temps à leurs fonctions, tandis que les seconds exercent le consulat à côté de leurs occupations professionnelles. On distingue également les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls, etc. Le corps consulaire suisse est nommé par le Conseil fédéral. Dans les Etats où la Suisse n'a pas de consul ou d'agent diplomatique, elle confie ses intérêts aux représentants d'un pays ami.

177) Parfois, par suite de conflits graves, les relations diplomatiques sont rompues, et même la guerre éclate. On appelle *neutralité* le fait qu'un Etat désire ne pas prendre part, dans une guerre entre d'autres Etats. La Suisse bénéficie d'une *neutralité perpétuelle* qui lui défend de participer à une guerre entre Etats voisins. De leur côté, les Etats belligérants ont le devoir de ne pas porter atteinte à cette neutralité en entrant sur notre territoire dans un but stratégique. S'ils n'observent pas cette obligation, la Suisse peut renoncer à sa neutralité et leur déclarer la guerre.

SIXIEME PARTIE

La Société des Nations

Comme nous l'avons vu, la Confédération entretient des relations avec de nombreux Etats. La plupart des pays suivent la même ligne de conduite. Mais, quelles que soient ces relations internationales, il s'élève parfois entre les Etats de redoutables conflits. Si les négociations directes ne peuvent les aplanir, la guerre éclate presque inévitablement. C'est en vue de conjurer, autant que possible, cet horrible fléau, qu'inspirées par les leçons de la grande guerre, les nations ont conclu entre elles une association désignée sous le nom de Société des Nations. Le 16 mai 1920, le peuple suisse a voté l'entrée de la Confédération dans cette ligue, à tendance universelle. Malheureusement, n'ayant pas réalisé cette universalité et dépourvue de la force et des moyens propres à imposer ses décisions, la S. d. N. n'a pu conjurer la nouvelle guerre mondiale de 1939. Qui ne souhaite qu'à la fin des hostilités, et avec l'aide de Dieu, les nations parviennent à instituer un ordre juridique ou une organisation internationale qui sauvegarde enfin la paix du monde ?

(Sur la portée des leçons qui suivent, voir l'avant-propos du manuel.)

Trente-neuvième leçon.

Origine, but, activité de la Société des Nations*.

178) On a cité comme des précurseurs de la Société des Nations : Henri IV, Sully, Fénelon, Nicole, Montesquieu, l'Abbé de St-Pierre, auteur d'un Plan de paix universelle. Mais le véritable père de la Société des Nations est M. Wilson, président des Etats-Unis. C'est lui qui, au plus fort de la guerre mondiale, émit l'idée d'une grande paix basée sur une entente internationale. Il prononça à ce sujet des discours retentissants, dont le plus célèbre, sans doute, fut celui « des quatorze points » (8 janvier 1918). Une fois la guerre terminée, le président Wilson siégea à la Conférence de la paix. Il y défendit son idée avec une ardeur indomptable, et la Société des Nations fut reconnue par le traité de Versailles du 28 juin 1919.

179) La *Société des Nations* s'organisa à Genève dès 1920, et groupa la plupart des pays du globe, à l'exception notamment de la Russie et des Etats-Unis, qui ne voulurent pas ratifier l'œuvre de leur président. Les Etats membres de la Société ont représenté à un moment donné une population totale d'environ 1400 millions d'habitants, soit les $\frac{4}{5}$ de l'humanité. La Société des Nations apparaît bien comme un organe international tendant à l'universalité.

180) Le but essentiel de la Société des Nations est le maintien de la paix. Sa compétence s'étend à tout ce qui concerne la paix du monde. Tous les Etats qui en font partie ont contracté l'obligation de ne jamais faire la guerre, sans avoir recouru à l'une des procédures (moyens) internationales de règlement pacifique. Ces procédures sont un jugement d'arbitres, ou

un règlement judiciaire, principalement par la Cour permanente de justice, ou enfin la médiation du Conseil. Après la décision arbitrale ou judiciaire, ou le rapport du Conseil, les Etats membres de la Société doivent encore attendre trois mois avant de recourir à la guerre. Comme on le voit, la Société des Nations s'efforce de placer les conflits entre nations sous le même régime que les conflits entre particuliers, c'est-à-dire à les faire régler par les *voies de droit*, à l'exclusion des *voies de fait* (guerre).

181) La Société des Nations, qui a déjà travaillé avec succès à l'apaisement de nombreux conflits, par exemple celui entre la Bolivie et le Paraguay en 1928, s'occupe aussi de l'exécution des traités, des difficultés qui en découlent et d'autres tâches politiques, économiques et sociales. Elle a organisé différentes conférences pour améliorer les conditions économiques de la vie en Europe (Conférence de Barcelone sur les transits, Conférence financière de Bruxelles), mais sa plus belle œuvre économique et financière est sans doute la restauration de l'Autriche. Au nombre des œuvres sociales et humanitaires dont elle s'occupe, il convient de citer la lutte contre le typhus et contre le commerce de l'opium en Extrême-Orient. La Société des Nations a administré le territoire de la Sarre et de Dantzig; elle a surveillé les mandats que certains Etats exercent sur d'autres pays : par exemple le mandat de l'Angleterre sur la Palestine, celui de la France sur la Syrie.

182) Toute cette activité démontre que la Société des Nations n'est point une chimère. Il serait insensé d'exiger d'elle, après quelques années d'existence, la pacification et la restauration complète d'un monde bouleversé. La Société des Nations n'est encore qu'une expérience, ni définitive, ni concluante. Mais notre

devoir est de l'aider dans l'accomplissement de sa tâche, en lui créant, avant tout, une opinion publique favorable. Nous devons vouloir l'idéal de paix et d'entente universelle; car de même que la Suisse n'existe que par la volonté de ses concitoyens, la Société des Nations ne peut vivre et se développer que par la volonté des gouvernements et des peuples qui la composent. Accordons-lui quelque confiance; sans cesser pour autant de veiller à la sécurité de notre petite patrie et de prendre les mesures qu'exige notre indépendance.

Neuvième lecture.

Le renouveau politique.

Il y a cinq mois, c'était en mai, je fis un voyage à travers la France. A la fin de mon voyage, après avoir contemplé la grande pitié de la cathédrale de Reims, je voulus me rendre sur les collines de Verdun. Je voulus d'abord fouler en pèlerin la grande route qui vient de Bar-le-Duc et qu'on appelle désormais la Voie sacrée. C'est par là que passèrent tous les régiments de France montant à leur calvaire. Ils y passèrent transfigurés par l'acceptation du sacrifice, bénis par leurs aumôniers, et la plupart des soldats confessés et absous comme les croisés de jadis. Je visitai l'ossuaire de Douaumont avec sa chapelle et j'y tombai à genoux. Je parcourus ce terrain bouleversé, imprégné du sang d'un million de soldats. Je regardai, les larmes aux yeux, le sol percé par les baïonnettes des héros qui y furent ensevelis debout et y dorment encore leur sommeil, leurs fusils à la main. En ce moment, secoué que j'étais d'un frisson de tendresse envers les martyrs tombés pour la défense de leur patrie, mon âme de chrétien s'éleva à Dieu pour lui demander

d'empêcher à jamais de pareilles hécatombes, et d'ouvrir entre le peuple de France et le peuple d'Allemagne des voies d'une réconciliation fondée sur la justice.

Enfant de race italienne, citoyen d'un petit pays où Suisses italiens, Suisses français et Suisses allemands vivent côte à côte et travaillent dans l'amour passionné d'une même patrie, respectueux, les uns et les autres, de leurs grandes civilisations maternelles, serai-je accusé d'optimisme aveugle ou d'utopie dangereuse, si à la fin de cette cinquième assemblée, j'élève ce vœu pour le repos et pour la paix de l'Europe ?

Le dirai-je ? Ou bien, devenant indigne de la confiance que vous avez placée en moi, cacherais-je mon opinion ? Il me semble que la décision récente du gouvernement allemand indiquant à l'Empire le chemin de la Société des Nations, pour l'y faire entrer dans un temps que j'aime à croire rapproché, est un signe de bon augure. C'est ainsi, quant à moi, que j'interprète le geste, et l'intention qu'il esquisse.

La Société des Nations ne serait pas ce qu'elle doit être si elle n'était aussi une volonté d'élévation morale et de renouveau politique. C'est du renouveau inspiré par la religion, facilité par la science, soutenu par la Société des Nations que viendra le salut de nos enfants.

(D'un discours de M. le conseiller fédéral Motta, Président de la 5^{me} Assemblée de la Société des Nations, d'après « **La Liberté** » du 3 octobre 1924.)

Quarantième leçon.

Organisation de la Société des Nations*.

183) La Société des Nations possède une vaste organisation, en rapport avec l'importance de sa mission et l'étendue de ses tâches. Ses organes sont :

l'Assemblée, le Conseil, le Secrétariat permanent, la Cour permanente de justice internationale, le Bureau international du travail et plusieurs autres organisations techniques et organes consultatifs.

184) L'Assemblée se réunit à Genève, une fois par an, à l'ordinaire. Elle se compose de tous les Etats membres, à raison de trois délégués par Etat. Chaque Etat dispose d'une voix. C'est ainsi que la voix de la petite Suisse a la même importance que celle de la puissante Angleterre. Les travaux de l'Assemblée sont répartis en six grandes commissions.

185) Le Conseil se compose de cinq membres permanents et de neuf membres non permanents. Il siège dans différentes villes de l'Europe. Les cinq Etats qui sont toujours représentés au Conseil sont : l'Empire britannique, la France, le Japon, l'Italie et l'Allemagne. Au sein du Conseil, les grandes puissances jouissent donc d'une situation prépondérante.

186) Le Secrétariat permanent est aussi établi à Genève. Il se divise en de nombreuses sections, groupe des spécialistes en toutes matières et compte environ 400 collaborateurs.

187) Le Bureau international du Travail est chargé de l'étude des conditions de travail dans le monde entier, et prépare des projets de traités internationaux relatifs au travail. L'organisation du travail est basée sur la Charte du travail contenue dans le traité de Versailles. Les grands principes de la Charte du Travail sont : le paiement au travailleur d'un salaire lui assurant une vie convenable; la généralisation de la journée de huit heures ou de la semaine de 48 heures; l'adoption d'un repos hebdomadaire de 24 heures devant, autant que possible, comprendre le dimanche.

188) La Cour permanente de justice internationale est un tribunal permanent qui siège à La Haye. Elle est chargée de juger les différends entre les nations, ou de donner des avis sur les litiges qui lui sont soumis soit par les Nations en désaccord, soit par l'Assemblée ou le Conseil. C'est le premier vrai tribunal mondial, car les créations précédentes ne constituaient que des cours d'arbitrage.

189) C'est un grand honneur pour la Suisse de posséder le siège officiel de la Société des Nations. Mais y aurait-il au monde une atmosphère plus favorable à l'esprit d'entente internationale que celle de notre patrie ? Avant de devenir l'Etat fédératif d'aujourd'hui, la Suisse, pendant plusieurs siècles, n'a pas été autre chose qu'une société des nations en miniature.

Dixième lecture.

L'Esprit de Genève.

Je désire enfin adresser un mot de sympathie fervente au canton et à la ville de Genève. J'aurai dégagé le fond de ma pensée lorsque j'aurai dit ma joie de ce que, quand on parle par le monde de l'esprit universel de compréhension réciproque et de rapprochement entre les peuples, on ait pris l'habitude de le désigner par le nom qualificatif d' « esprit de Genève ».

Cet esprit a marqué, quoi qu'on en dise, à chaque assemblée un nouveau progrès..

... L'assemblée de cette année franchit, à mes yeux, un tournant décisif. Je n'essayerai pas de dessiner par quelques traits la physionomie de notre session, ni de définir par quelques formules son orientation générale. Il y au-

rait quelque présomption de ma part à le tenter, après les nombreux orateurs qui viennent de jeter tant d'éclat sur notre tribune.

Ce qui me paraît le trait saillant et qui domine tous les autres, c'est l'importance qu'a assumée, au-delà même des espoirs permis, la procédure de conciliation et d'arbitrage. Il n'y a pas de norme plus féconde que celle qui oblige les Etats à porter leurs différends devant les conciliateurs ou les juges. Il n'y a pas d'idée plus conforme aux principes et aux buts de la Société des Nations que celle de stigmatiser l'Etat qui, en cas de conflit, refuse l'arbitrage.

Le traité de conciliation et de règlement judiciaire que viennent de signer à Rome le gouvernement italien et le gouvernement suisse, me semble être au point de vue du règlement pacifique des conflits internationaux, un modèle digne d'être imité. Si je le mentionne ici, après la manifestation émouvante qu'il a soulevée dans l'assemblée, ce n'est pas pour exalter mon pays et sa diplomatie, mais bien plutôt pour saluer l'acte magnanime, digne de la sagesse romaine, par lequel une grande puissance renonce à perpétuité, comme M. le président Mussolini l'a proclamé au moment des signatures, à l'usage de la force dans les différends éventuels avec sa petite voisine et amie, la gardienne séculaire et loyale des Alpes au centre de l'Europe.

On ose à peine penser que la guerre puisse être bannie des préoccupations de l'humanité; mais, certes, si l'humanité parvient, dans un jour peut-être encore lointain, à supprimer la guerre, c'est au système de l'arbitrage qu'elle devra cette conquête incomparable. Substituer à « la force matérielle des armes la force morale du droit, faire des vœux afin que tous s'accordent pour la diminution simultanée et réciproque des armements et pour l'établissement d'une institution d'arbitrage avec haute fonction pacificatrice, avec des sanctions à déterminer

contre l'Etat qui se refuserait soit à soumettre les questions internationales à un arbitrage, soit à en accepter les décisions», ces paroles que j'ai citées littéralement, je les ai prises dans la lettre encyclique que Benoît XV adressait, le 1er août 1917, à tout le monde chrétien. Ce sera l'honneur impérissable de la Société des Nations d'avoir posé, au lendemain de la guerre mondiale, le formidable problème devant la conscience des Etats. Ce sera la gloire du président Wilson à la mémoire duquel, mort depuis notre dernière Assemblée, j'envoie l'hommage de notre souvenir fidèle, ce sera la gloire du grand président, digne successeur de Washington et de Lincoln, de ne pas avoir toléré que la conférence de la paix fût dissoute, avant que fût posée par le pacte la pierre angulaire du nouveau temple de la paix. Ce sera la fierté de cette cinquième session de l'assemblée d'avoir ajouté quelques chances à celles qui existent déjà de réaliser l'idéal sublime de la justice internationale.

(Extrait d'un discours de M. le conseiller fédéral Motta, président de la cinquième assemblée de la Société des Nations, d'après « **La Liberté** » du 3 octobre 1924.)

Tableaux récapitulatifs

LA FAMILLE

fondée sur le mariage et la propriété privée
cellule de la

SOCIÉTÉ

organisée dans notre pays en :

**COMMUNE, DISTRICT, CANTON,
CONFÉDÉRATION**

régis par trois pouvoirs séparés :

LÉGISLATIF - EXÉCUTIF - JUDICIAIRE

Pouvoir Législatif

DANS LA COMMUNE

L'Assemblée primaire

composée de tous les citoyens électeurs. (Pour la Bourgeoisie : Assemblée bourgeoisie). Présente quelque analogie avec le pouvoir législatif, sans toutefois l'exercer.

DANS LE DISTRICT

Le Conseil de district

composé des délégués des communes, nommés par les Conseils communaux, à raison d'un délégué sur 300 âmes de population, pour la durée de 4 ans. Présente quelque analogie avec le pouvoir législatif, sans toutefois l'exercer.

DANS LE CANTON

Le Grand Conseil

composé d'un député sur 1100 âmes de population suisse; élu tous les quatre ans d'après le système proportionnel.

DANS LA CONFÉDÉRATION

L'Assemblée fédérale

composée : a) du Conseil national, à raison d'un député sur 22,000 âmes de population, élu par le peuple, tous les 4 ans, d'après le système proportionnel; b) du Conseil des Etats, composé de 44 députés, 2 par canton.

Pouvoir Exécutif

DANS LA COMMUNE

Le Conseil communal

composé de 3 à 15 membres, élus tous les 4 ans par l'Assemblée primaire. (Pour la Bourgeoisie : Conseil bourgeoisial).

DANS LE DISTRICT

Le Préfet

nommé par le Conseil d'Etat pour la durée de 4 ans.

DANS LE CANTON

Le Conseil d'Etat

composé de 5 membres, élus tous les 4 ans par le peuple; dirige 8 Départements.

DANS LA CONFÉDÉRATION

Le Conseil fédéral

composé de 7 membres, nommés par l'Assemblée fédérale pour 4 ans; dirige 7 Départements.

Pouvoir Judiciaire

DANS LA COMMUNE

Le Juge de commune

élu tous les 4 ans par l'Assemblée primaire, et le *tribunal de police* (composé de conseillers communaux).

DANS LE DISTRICT

Le Juge-instructeur

nommé par le Tribunal cantonal pour 4 ans, au nombre de 9 pour tout le canton. (*Tribunal d'arrondissement* composé de 3 juges-instructeurs).

DANS LE CANTON

Le Tribunal cantonal

composé de 5 juges et de 3 suppléants, nommés par le Grand Conseil pour la durée de 4 ans.

DANS LA CONFÉDÉRATION

Le Tribunal fédéral

composé de 26 juges et de 9 suppléants, nommés tous les 6 ans par l'Assemblée fédérale; et le *Tribunal fédéral* des assurances.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE

est membre de la

SOCIÉTÉ DES NATIONS

dont les principaux organes sont

L'ASSEMBLEE, LE CONSEIL

LE SECRETARIAT PERMANENT

LA COUR

PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos	3
PREMIERE PARTIE	
La Famille	5
Première lecture : La Maison	5
Première leçon : Nature de la famille	6
Deuxième leçon : Importance de la famille	7
Deuxième lecture : La Famille	9
DEUXIEME PARTIE	
La Commune	10
Troisième lecture : Les bienfaits de la commune	10
Troisième leçon : La commune en général	12
Quatrième leçon : Le citoyen	13
Quatrième lecture : Les devoirs du citoyen	14
Cinquième leçon : Le droit de référendum et d'initiative	16
Sixième leçon : Le droit de vote et d'élection	18
Septième leçon : Le droit de vote et d'élection (suite)	20
Huitième leçon : La représentation proportionnelle*	21
Neuvième leçon : L'Assemblée primaire et le conseil général	23
Dixième leçon : Le conseil et l'administration communale	25
Onzième leçon : Le juge de commune	26
Douzième leçon : La chambre pupillaire*	27
Treizième leçon : La bourgeoisie*	28
Quatorzième leçon : La paroisse	29

TROISIEME PARTIE

Le district	31
Quinzième leçon : Le district en général	31

QUATRIEME PARTIE

Le canton	33
Cinquième lecture : La patrie	33
Seizième leçon : L'Etat	35
Dix-septième leçon : Différentes formes d'Etat	37
Dix-huitième leçon : Différentes formes de gouvernement	38
Sixième lecture : La landsgemeinde de Trogen	40
Dix-neuvième leçon : La constitution et la séparation des pouvoirs	41
Vingtème leçon : Le Grand Conseil	43
Vingt et unième leçon : Organisation et attributions du Grand Conseil	44
Vingt-deuxième leçon : Le Conseil d'Etat	45
Vingt-troisième leçon : Les départements de l'Etat*	47
Vingt-quatrième leçon : Le pouvoir judiciaire	49
Vingt-cinquième leçon : Justice pénale	50
Vingt-sixième leçon : Justice civile	52
Vingt-septième leçon : Le Tribunal cantonal	54
Vingt-huitième leçon : L'instruction publique*	55
Vingt-neuvième leçon : Les dépenses et les ressources de l'Etat*	58
Trentième leçon : L'Impôt*	59

CINQUIEME PARTIE

La Confédération	61
Septième lecture : La Suisse	61
Trente et unième leçon : Evolution du système politique de la Suisse*	62
Trente-deuxième leçon : L'Etat fédératif suisse	64
Trente-troisième leçon : Assemblée fédérale	65
Trente-quatrième leçon : Conseil fédéral	67
Huitième lecture : Le président de la Confédération	69
Trente-cinquième leçon : Les finances fédérales*	71
Trente-sixième leçon : Le tribunal fédéral et le tribunal fédéral des assurances*	73
Trente-septième leçon : Organisation militaire	74
Trente-huitième leçon : Les relations internationales*	76

SIXIEME PARTIE

La Société des Nations	78
Trente-neuvième leçon : Origine, but, activité de la Société des Nations*	79
Neuvième lecture : Le renouveau politique	81
Quarantième leçon : Organisation de la Société des Nations*	82
Dixième lecture : L'esprit de Genève	84
Tableaux récapitulatifs	87

NOTES

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

Blank page with horizontal lines for writing.

